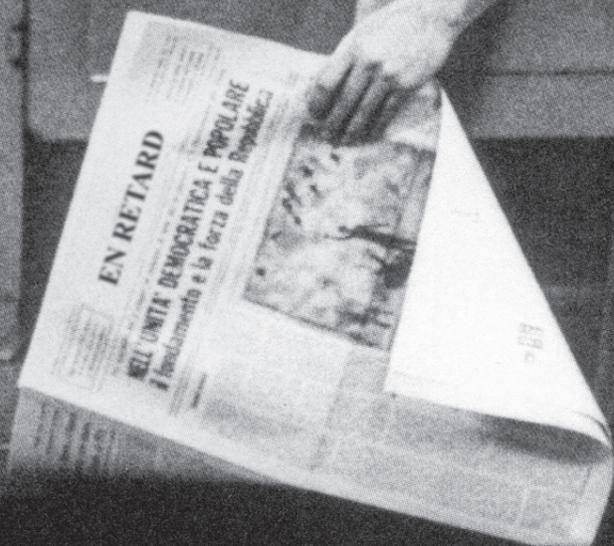


# EN RETARD

**Pour en finir avec toutes les horloges**



**Début septembre 2022, en pleine écriture de ce numéro, nous recevons cette proposition d'édito écrit par L'Infâme. Ce compagnon d'*En retard* est enfermé depuis plus de vingt ans : maison d'arrêt, centrale (prison sécuritaire pour longues peines), plus de dix ans**

**en quartier d'isolement... et surtout des années de lutte contre l'administration pénitentiaire [AP]. Depuis 2017, il prend régulièrement la parole dans le journal *L'Envolée* [qui se veut porte-voix de prisonniers et de tous les lieux d'enfermement].**

**Pour retrouver ses courriers et analyses, c'est sur le site [lenvolee.net](http://lenvolee.net) ou dans les derniers numéros de leur canard. Et pour lui écrire, contactez-nous ! Merci à toi pote pour ce texte qui donne de la force !**

# ÉDITO DU PLACARD

« *En retard* ? Drôle de nom pour un semestriel ! », diront certains. « Encore un semestriel de plus ! », diront d'autres. Faut dire que, pour le nom, « *En avant* » avait été entre-sifflé. Mais l'idée était déjà prise par quelques gugus de Guingamp qui courent derrière un ballon. Alors, pour ne rien faire comme tout le monde, il fallait bien trouver un blaze du turf ! C'est alors que pour toutes et tous, *En retard* devenait l'évidence même ! *En retard*, parce que, en avance sur son temps, les sujets de société qui seront évoqués seront sans concession, sans langue de bois. Désormais, va falloir compter avec. Parole sera donnée pour traiter de tous les sujets pouvant alerter, dénoncer, contester par le mots... mais aussi lutter, résister aux maux de notre société. Que les puissants de ce monde, de cette société qu'est la nôtre, tentent d'étouffer, de taire, ou même de contrefaire ! Ses sujets seront multiples et divers. Crier seul son indignation ne suffit pas. *En retard* est né pour pouvoir gueuler collectivement ! Alors, quelle a été cette responsabilité – que je prends très à cœur –, lorsqu'on m'a fait l'honneur d'écrire sur les pages de ce nouveau venu. Cet edito du premier numéro, à n'en pas douter, va être le premier d'une très longue série ! Moi qui suis détenu depuis vingt-deux ans dans les geôles meurtrières et oppressantes, opprimantes et d'une sauvagerie atroce que sont les prisons françaises, je ne pouvais que répondre présent à l'appel ! La vie devient de plus en plus dure, de plus en plus chère, nos libertés collectives deviennent de plus en plus restreintes. Alors je profite de cet edito pour évoquer un sujet dont on parle rarement : l'inflation qui touche les prisonniers·e·s. Mais la situation est bien pire encore pour ceux qui n'ont pas de ressources, ceux que l'AP nomme les « indigents », parce que les repas qui nous sont servis gratuitement [la gamelle], il faut bien le dire : c'est vraiment infect ! En prison, pour ceux qui en ont les moyens, on peut effectuer quelques achats alimentaires et autres pour améliorer notre quotidien. Les cantines [magasins internes] sont gérées par des sociétés

privées comme Gepsa. Selon la loi, cette société doit pratiquer les mêmes prix qu'en magasin, mais la réalité est bien différente. Prenons l'exemple des enveloppes, essentielles pour garder notre lien avec le monde extérieur. Auparavant, une enveloppe kraft nous était vendue 5 centimes d'euro l'unité. Avec l'inflation, c'est désormais 1,24 euros ! Alors on se dit qu'elles sont en or ces enveloppes. Mais non, c'est toujours ces mêmes enveloppes premier prix vendues par paquets de vingt-cinq de chez Carrefour ou Auchan. Pas besoin de vous faire un dessin pour vous dire qu'il y a un souci ! C'est comme le sel. Jusqu'ici, la boîte de 500 grammes nous coûtait 55 centimes d'euros. Avec cette inflation-escroquerie qui nous est imposée, c'est désormais... 2,88 euros !! Pour du sel, on peut dire que ça fait cher quand même. Et ça touche toutes les denrées alimentaires basiques : pâtes, riz, sucre, etc. Il n'y a pas un seul article qui nous est pas surfacturé. Les prix augmentent de 10, 20, 100, voire 500 %. Tout ce petit monde se gave en faisant de gros bénéfices, en toute illégalité et en toute impunité ! Là, les hors-la-loi, ce n'est pas nous, mais bel et bien eux. Comme celles et ceux impliqués dans *En retard*, les mots que parfois vous lirez, et que j'aurai écrit, seront, au besoin, aussi acerbes que critiques, aussi véridiques que sans concession. Bien du monde ne se sentiront pas concernés par tout cela ! Notre vérité met à mal celles et ceux qui ne penseront pas que toute vérité est bonne à dire ! Car ces bien-pensants ou ces puissants veulent instiller « leur » vérité ! Et imposer leurs idées, leurs blablas qui mènent notre société droit dans le mur. Tous ici, à *En retard*, sommes dans les *starting blocks*, pour mener notre action par les mots, afin que la société trouve autre chose que le mensonge et la discorde. Pour nous, peu importe les différences pouvant exister entre chaque personne qui subissent les oppressions. « *En retard* » se veut porteur d'unité et de combattivité avec pour seule motivation le refus de subir en regardant cela se

produire sous nos yeux ! *Verba volant, scripta manent*, en latin veut dire : « Les mots s'envolent, les écrits restent » ! Et nos écrits resteront ! Tout comme notre détermination dans nos combats ! Nous luttons pour nous, pour nos libertés, pour avoir des trains de vie décentes, pour ne plus être opprimés comme nous le sommes en ce XXI<sup>e</sup> siècle. Mais lutter, pour nous, veut aussi dire lutter pour tous ces êtres humains que bien du monde considère comme des invisibles, des sans-intérêts ou des « pas comme nous ». Pour nous, chaque être humain est quelqu'un, dont la vie est importante ; vitale même ! *En retard* longue vie, et bienvenue à toi ! Prend ton envol comme il se doit ! Soit un des piliers de ces canards sans concessions ou autocensure. Informe, lutte et combat toutes ces oppressions ! Enfin, à ceux et celles qui me connaissent déjà, tout comme pour celles et ceux qui ne me connaissent pas, je suis un anonyme parmi tant d'autres, mais qui refusera et luttera toujours pour ma vie et mes libertés, car je refuse que l'on tente de m'écraser dans un rapport « du fort contre le faible » ! Je suis pas un grand de ce monde... bien loin même... mais je ne serai jamais le dindon de la farce. Dans un tel contexte, y a pas d'arrangements et y'en aura jamais ! Moi je suis L'Infâme !

## MIEUX VAUT TARD QUE JAMAIS !

Ça devient compliqué, à force, d'imaginer la moindre perspective : la rue est de moins en moins à nous, toujours plus aux intérêts privés et aux uniformes, en mode « Travaille, consomme et ferme ta gueule ! » sur fond de fin du monde annoncée... Du coup, être un peu perdu semble un sentiment assez partagé – mais pas par tout le monde : pas par Bolloré qui met son empire économique et médiatique au service de l'extrême droite, ni par Arnault ou Niel qui s'appuient sur des gouvernements toujours plus autoritaires pour défendre un capitalisme toujours plus décomplexé... Eux, ils savent ce qu'ils veulent : écraser les dernières miettes des droits sociaux et des libertés collectives. On nous avait dit qu'avec le numérique, on allait tous gagner du temps ! C'est comme la multiplication des machines qui était censée libérer les travailleurs et travailleuses des tâches les plus pénibles – toujours la même carotte, aujourd'hui comme hier... Nous, l'impression qu'on a, c'est plutôt celle de journées trop courtes où le boulot prend toute la place. Comme beaucoup, en se renseignant pas mal sur internet – toujours en retard, évidemment ! –, on s'expose à un flux d'informations massif dans lequel même la plus dégueulasse des nouvelles est immédiatement chassée par la suivante. Pas évident de faire le tri dans tout ça, alors on se laisse guider par les algorithmes... Pendant ce temps, la censure d'État ne désarme pas : le gouvernement a tenté de dissoudre le média libre Nantes révoltée, Reflets et Mediapart se sont vus interdire de publier une enquête – sympa comme concept, la censure prédictive ! –, le journal *L'Envolée* a été interdit en prison trois fois en dix-huit mois (manquerait plus que les prisonnier·e·s puissent avoir une parole publique !)... En face, un peu partout, des médias alternatifs locaux ou nationaux relaient la parole de celles et ceux qui luttent, leurs initiatives et leurs réflexions collectives ; alors nous aussi, on a décidé de faire entendre celles et ceux qui se sont forgés au fil de leurs expériences des outils pour comprendre, critiquer et résister. *En retard* entend publier ces paroles invisibilisées. On a choisi de faire un journal en papier : ça circule, ça permet des rencontres, ça lance des discussions, ça reste dans le temps... et ça peut même servir d'allume-feu à l'occasion ! Nous voilà en octobre novembre décembre 2022 janvier février 2023, et on est fiers de vous présenter le premier numéro d'*En retard*... Normalement, il sort en plein mouvement social !

# ÉDITO DU DEHORS



**En 2017, à 20 ans, Nacer décide de partir d'Algérie. Il va franchir neuf frontières. «Tracer vers l'étranger», et en particulier vers l'Europe, c'est emporter la frontière avec soi**

**en permanence : face aux polices, aux patrons avides, aux proprios, face au racisme institutionnel d'État et aussi au racisme ordinaire, aux galères de logements...**

**Au cours de cet entretien, Nacer décrit et analyse son périple, d'attentes en revers, comme un parcours d'obstacles - parfois éclairé par des rencontres et des solidarités.**

# REFAIRE LA MÊME CHOSE, JE POURRAIS PAS

## *Récit de passages de frontières*

**Tu peux nous expliquer pourquoi t'es parti d'Algérie ?**

Du bled à ici ? Quand j'étais petit, je voyais le bout de la mer, je me disais : « Non, moi je vais pas rester ici, je vais tracer vers l'étranger. » Ma destination, c'était les Pays-Bas... et je me suis retrouvé ici. C'est le destin ! J'ai essayé de partir en Espagne, mais j'ai pas réussi. J'ai essayé de partir en Angleterre et j'ai pas réussi. Après, ils m'ont accepté à la fac, et là, ben je suis allé à Paris.

**Le service militaire est obligatoire en Algérie ; tu l'as fait ?**

Le service, c'est à partir de 18 ans. Mais parce que j'étais à l'université, ils m'ont envoyé une lettre en 2015. J'y suis allé une fois pour régler ma situation, pour leur dire : « je suis à l'école. » Le mec qui était à l'accueil, il m'a parlé mal. J'ai fait un demi-tour direct. Je me suis dit : « Casse-toi, reviens plus jamais ici. » Je peux pas rentrer tout de suite, sinon je vais directement au service. Dans dix ans, ça ira mieux. J'avais vingt ans quand je suis parti.

**Ta famille l'a vécu comment, ton départ ?**

J'ai dit à mes parents que je vais y aller. Où et quand exactement ? Même moi, je savais pas. Ce jour-là, ils étaient pas à la maison. Ils étaient chez ma sœur, à 700 kilomètres. J'ai pris mon sac à dos et je suis parti. Je leur ai dit au revoir au téléphone... Ils m'ont dit : « Ouais, reviens... » J'ai dit : « Non, c'est pas possible. » Mon frère m'a accompagné à l'aéroport.

**Vous êtes souvent en contact ?**

Tous les jours, même deux, trois fois par jour. Les deux, trois premiers mois, on se parlait pas. J'avais pas de téléphone, j'avais rien. C'est normal qu'elle s'inquiète, ma mère. Quand je pense à tout ce qu'il s'est passé... j'étais fort, hein ! Là, refaire la même chose, je pourrais pas. Dormir dehors, souffrir, rien manger pendant deux ou trois jours... j'ai réussi à l'époque, mais là, ce serait chaud.

**T'as fait comment pour financer ton départ ?**

J'ai travaillé dans la restauration pendant les mois de vacances avec mon frère. C'était dans la cafétéria de quelqu'un de la famille. J'avais de l'argent de côté. Un pote m'a filé 200 euros pour payer l'avion et je suis arrivé en Turquie avec 100 euros.

**T'es arrivé quand en Europe ?**

Je suis sorti d'Algérie le 7 mars. J'ai pris l'avion avec un visa entre l'Algérie et la Turquie. Le visa pour la Turquie, c'est facile, c'est en ligne. Ça coûte rien : 50 euros, même pas. Je suis resté un mois en Turquie. Le 20 avril, ou le 21, j'étais en Grèce. J'ai fait quatre mois environ là-bas. Puis de la Grèce, j'ai été en Italie. En fait, je suis sorti en mars d'Algérie et je suis arrivé en août en France, environ six mois après.

**Pendant les quatre mois en Grèce, t'étais dans un camp ?**

Non, un mois dans un camp dans une petite île, Samos. Après, je suis parti à la capitale : Athènes. En fait, c'était chaud, mais j'ai eu de la chance : les flics m'ont pas rattrapé. C'était compliqué de quitter l'île.

Je suis rentré en bateau, discrètement. J'ai pris trois fois le bateau : de la Turquie à la Grèce, de Samos à la capitale, et après d'Igoumenitsa jusqu'à l'Italie.

**T'as travaillé en Grèce ? À Samos ?**

Ah oui, j'ai travaillé : dans l'agriculture. Mais pas à Samos, il y a rien là-bas. Si je me trompe pas, c'était à Varda : loin d'Athènes, mais pas loin de Patras. Avec des contacts, j'ai rencontré des gens qui m'ont dit qu'il y avait du travail. En pleine campagne, j'ai rencontré un algérien et un marocain qui sont là-bas depuis quinze ou vingt ans. Ils parlent la langue parfaitement. T'imagines : tu pars de chez toi et tu rencontres un algérien et un marocain. Ils m'ont vraiment aidé. Sans eux, ça aurait été compliqué.

Au début, c'était lui qui négociait avec le patron, il disait : « Non, il fait pas ça, il fait ça. »

C'était dur. On récoltait les pastèques. Y en a plein, là-bas ! Y a un bar et, à côté, ils pèsent les gros camions qui arrivent vides sur une balance.

Après, on charge pour savoir combien il y a de kilos de pastèques. C'était un petit marché :

le monsieur il a des pastèques, l'autre, il a un camion, et moi, je charge et je décharge. Cinq euros par chargement. C'était rentable, parce que j'avais pas le choix. Y a rien d'autre là-bas.

Je suis resté peut-être un mois. A la fin, je suis parti avec 70 balles, un truc comme ça. Je gagnais au max 5 à 10 euros par jour. Des fois, 10 euros. Des fois, rien. Si tu travailles, tu manges les 10 euros que t'as gagnés.

Après, j'ai bougé vers le port pour essayer de m'échapper. C'était à Patras : une grande ville. Y a deux ports, l'ancien et le nouveau. Dans le nouveau port, il y avait trois bateaux par jour, mais tu peux pas les prendre, parce qu'il y a déjà des centaines, des milliers de gens. Là-bas, les réfugiés afghans ou bangladeshis sont tellement nombreux qu'ils te laissent pas essayer. Des fois, ça peut être violent.

Du coup, je suis allé essayer l'ancien port, mais il y avait un seul bateau qui passe par là une seule fois par semaine. S'ils te chopent là-bas, les policiers te poursuivent.

Du coup, je me suis dit : « Un bateau par semaine ? C'est mort, j'peux pas ! »

Le bateau, il est surveillé par des agents qui restent à la porte. Faut être Spiderman ou Superman pour monter dedans. C'est presque impossible. Mais il y a des gens qui ont réussi quand même.

J'ai appris qu'il y avait un autre bateau, là où il y avait un petit village qui fait peut-être deux kilomètres carrés. Un port où le bateau, il vient de Patras. Tous les bateaux passent forcément par ce port-là. Les bateaux, ils passent tous les jours. Mais le problème, c'est qu'il y a la police.

Tu peux pas traîner, y a qu'une seule rue. Dès que tu sors, t'es mort ! Sinon il y a la Montagne, mais elle est gérée par une mafia. Comme la police va pas là-bas, si tu veux rester, il faut que tu payes. Moi, je suis arrivé, j'avais rien dans les poches. Je

suis descendu et je me suis fait attraper par la police.

Ils nous ont amené en pleine campagne à 20 ou 30 kilomètres, et ils nous ont relâchés. Ils m'ont eu deux fois... et la troisième, j'ai réussi à passer.

**Tu peux nous raconter**

**comment ?**

En fait, les détails, c'est chaud. La première fois, ils nous ont rattrapés. Ils nous ont mis à côté d'un grand village. On a dormi là-bas la nuit. Le matin, y avait un canal avec des gens qui font de la pêche. Il y avait un monsieur qui avait laissé sa veste. J'y suis allé, j'ai pris sa veste, il avait 40 euros dans le portefeuille. J'ai payé le billet pour retourner à Patras pour moi et mon pote. Après, j'ai découvert que mon pote avait de l'argent, mais il faisait semblant que non. Au milieu de la route, on s'est fait attraper : le chauffeur de bus avait appelé la police pour nous dénoncer !

La police nous attrape, elle nous ramène de l'autre côté. Je sais même pas où exactement, en pleine campagne. Tu marches, tu marches. Le lendemain, on arrive dans un autre village, où on reste deux ou trois jours. J'essaye de faire quelque chose. Je me balade, je trouve un mec qui rénove sa maison et qui a laissé sa porte ouverte. Je rentre, je prends son téléphone et je pars. Après, j'ai fait un échange : le téléphone contre un billet vers Igoumenitsa.

Là-bas, j'ai trouvé une cave où j'ai pu faire une sieste. Je me réveille vers 22 heures. Dans le village, je vois personne. Le port est juste en bas. Je vois un mec courir, je le suis. Je connais pas l'entrée du port. Il a sauté la barrière, je l'ai suivi. Il y avait cinq ou six murs, et le mur avec des barbelés. Après, je suis rentré dans un camion qui avait déjà été fouillé. Et je suis parti en Italie.

**T'as fait comment pour rentrer dans le camion ?**

Je me suis accroché en bas du camion. Juste, ça m'a permis de rentrer dans le bateau. Et dans le bateau, je suis rentré dans une remorque bâchée. C'était à des touristes allemands, ils l'avaient laissée ouverte. Puis, ils ont fermé pour la traversée. C'était au dernier étage du bateau. Le soleil tapait sur la bâche : il faisait chaud, il faisait tellement chaud ! Dans la caravane, il y avait du parfum et tout. Je l'ai essayé et j'ai volé un chargeur, parce que j'avais pas de chargeur. J'ai fouillé les bagages. Et après, ils sont sortis du bateau. Au bout d'un moment j'ai creusé un trou dans la bâche pour pouvoir regarder et j'ai vu sur l'autoroute qu'on était à Bari, en Italie.

**T'es resté tout du long dans la caravane ?**

Oui, jusqu'au moment où ils m'ont fait sortir, bien sûr. Je vois le panneau « Bari ». Malheureusement, ils étaient à deux voitures. De l'autre voiture, ils ont vu le trou dans la bâche. Ils se sont arrêtés pour prendre de l'essence. Y en a un qui a mis son doigt dans le trou de la bâche. Moi, j'étais juste à côté. Il a pas vu. Et il y avait un petit, il touche la bâche et là, il m'a touché la jambe. Il a parlé en allemand et il dû dire : « Y a quelqu'un ici ! » (Rires). Ils ont vérifié à l'intérieur, et moi j'ai sauté direct. Ils m'ont dit « Si tu veux de l'eau », et tout... Je suis parti, j'ai sauté la barrière de la station et je me suis retrouvé dans les champs. J'avais peur. Je suis sorti comme ça, sans T-shirt. J'ai oublié mon T-shirt parce que j'avais trop chaud. J'avais la même

mentalité qu'en Grèce, parce que là-bas, si les flics te rattrapent, c'est compliqué. T'as tout le temps la pression. Je me dis que c'est peut-être pareil ici : « Je fais quoi, sans T-shirt ? » J'ai trouvé une casquette par terre, j'ai pris un morceau de pain, je l'ai mis sous le bras et j'ai marché sur la route comme un fou. Mais c'était chaud. Et le même jour, j'ai commencé à travailler dans un resto et à dormir à Bari centre.

**Comment t'es arrivé jusqu'à Bari ?**

En Grèce, il y avait pas de trains. Il y a pas de gare comme ici. Je me disais : « Je dois aller à Milan, à 700 kilomètres. » Je marche, je marche et j'entends un train : « Ah ouiiiiiiiis, j'me dis, je dois tracer par le train, forcément ! » Je vois un mur, je saute et je rentre dans la gare. Là, je vois un mec noir. Je lui demande en Anglais : « How to go Milan ? » Il m'a dit : « Faut que tu retournes à Bari central et, là, y aura des trains pour Milan ». Il me voit sans T-shirt. Il me donne son débardeur et il me dit : « Un conseil, va à Bari central. Là, y a un jardin, tu vas trouver des Tunisiens, des Algériens, des Marocains. Tu vas demander, peut-être ils vont t'aider. »

**J'ai cru que Tourcoing c'était Paris !**

J'arrive là-bas, je vois un tunisien. Je lui dis en arabe : « Vas-y frérot, je viens d'arriver ! » Lui, méfiant : « Et qu'est-ce que je peux faire pour toi ? Tu veux manger, c'est ça ? » Je lui dis que oui. Là, il m'emmène dans un resto. C'est un petit snack. Je rencontre un mec algérien, c'est le poto du patron. J'ai passé la soirée avec lui, et le lendemain, j'ai travaillé.

**Tu faisais quoi comme boulot ?**

Ben tout le resto. Les sandwiches, je lave, je prépare les repas, les trucs comme ça. J'apprends, genre. Je suis resté un mois. Je travaillais sept jours sur sept. Il m'a payé la première semaine : 100 euros. J'étais logé, mais normalement, il me paie. Une fois, il m'a parlé mal. Je lui dis : « Pourquoi tu parles mal ? » et je lui ai demandé de me payer. Il m'a répondu : « Je te paies pas ! ». Et là, je suis parti. Après, j'ai bougé à Milan en train. Je me suis fait sortir du wagon par le contrôleur. Ils ont fini par appeler les flics. Au milieu du trajet, ils m'ont fait descendre. J'ai été fouillé, puis ils m'ont laissé partir. Là, j'ai revu un mec d'Igoumenitsa. Lui, il venait tout juste d'arriver en Italie. Après Milan, Vintimille. Et après, c'est la frontière. Je suis resté presque un mois à Vintimille. C'était quasi impossible de passer.

**T'as fait comment pour passer ?**

En fait, j'ai pas essayé pendant plusieurs jours. Après, j'ai essayé une fois : ils m'ont rattrapé, et le jour même, ils me ramenaient à pied. Je retente directement à pied et j'arrive à passer. Je suis arrivé à Menton. Après, j'ai pris le bus vers Monaco jusqu'à Nice. J'ai passé la nuit là-bas et j'ai pris le train vers Marseille. J'arrive le matin et je trouve un train dans la journée pour Paris. Au bout d'un moment, je descends du train et là, c'est marqué « Tourcoing ». J'ai cru que Tourcoing c'était Paris ! Je me dis : « Ah ouais, je suis où ? ». Il était 22 heures. Un monsieur, il me dit : « Paris, c'est à deux heures d'ici. » Il y avait pas de train, il y avait rien. Je me trace vers la Belgique, à Bruxelles. Je me suis fait arrêter dans le train, on m'a envoyé en garde à vue.

Du coup, quand je suis sorti, je suis parti vers l'Allemagne. Puis les Pays-Bas. Et après vers Paris.

**T'as travaillé en Allemagne ?**

Oui, je vendais des ecstasys (rires). Dans les boîtes de nuit et tout. Y avait un mec de Libye, quand j'étais dans le camp d'asile, c'est lui qui m'a proposé. J'ai dit : « Vas-y ! » En fait, c'est son pote qui vivait au camp. Lui, il habite dans un autre camp, mais c'est genre la deuxième étape, tu vois, ou bien la troisième. T'as une chambre seul et tout. T'es un peu « bien », entre guillemets, par rapport aux autres. Au début, je suis allé demander l'asile à Dortmund. Au bled, j'adorais Dortmund, le club. Je me suis dit : « Vas-y, je vais rester ici. La ville est belle. » Je demande où se trouve le camp pour faire l'asile. Je me suis présenté comme un mineur. Ils m'ont même pas cru. Ça se voit que je suis pas mineur. Ils m'ont mis un transfert vers Dresde. Là, je rencontre un mec qui connaît le mec de Leipzig... On est partis à Leipzig, et voilà. Je suis resté un ou deux mois. On vendait des ecstas et des fois du speed en boîte de nuit le week-end. Y avait deux pilules différentes : Donald Trump, et une autre où le design c'était des singes. Mais c'était les mêmes, juste on vendait certaines plus cher que les autres. On part ensemble, mais c'est moi qui vend. Je me déguise, je prends la casquette, des lunettes de soleil, et voilà ! Ça se voit que ce que tu fais, c'est pas normal.





### T'as trouvé ça comment, le milieu de la nuit à Leipzig ?

En fait, je trouve ça très stylé ! Pas de vendre de l'ecstasy, mais les boîtes de nuit. J'adore ! Bref, je suis clivé. J'ai kiffé les boîtes de nuit, des fois je rentre vendredi et je sors dimanche. Genre, je reste deux nuits. C'est « MAGNIFIQUE » là-bas ! On te donne un bracelet et tu fais ce que tu veux à l'intérieur. J'avais vu ça que dans les films avant.

### T'as rencontré des gens à ces occasions-là ?

Ma première cliente, c'était une journaliste française, elle travaillait chez M6 (rires). Mais en général, non. J'arrive, je danse, je vends ce que j'ai à vendre et après je rentre. Les Allemands sont très... des robots : travail, dodo... Plus qu'ici [à Paris]. Ils sortent que le week-end, pour faire la folie, vraiment de la folie quoi ! Mais par contre, là-bas, les videurs te laissent rentrer, pas comme ici en France. Ici, tu travailles, et encore, les sales boulots, c'est tout ! Tu t'amuses pas. Tu vas rester coincé. Si tu veux fêter, quand t'es arabe on te dit : « Tu te mélanges pas avec nous. » C'est comme ça.

### Tu trouvais les gens accueillants ?

Les videurs, oui. Les gens, j'étais pas en contact avec eux. Mais tu sens la peur. Quand tu montes dans un train, dans un métro et que tu parles assez fort, que tu parles en arabe, les gens te regardent. Tu sens comme une peur, ils sont gênés.

### Et pourquoi t'as voulu aller aux Pays-Bas ?

La majorité des Algériens viennent en France. Je me dis non, je change un petit peu, tu vois. Mais là-bas, c'est compliqué. J'ai déjà visité, hein, mais c'est chaud... Ça se voit que t'es un étranger, de loin, ça se voit. Je me rappelle une fois, j'étais dans un petit village. C'était au beau matin. Le premier train qui arrive, je le prends sans ticket. Il y avait plein de monde. Le contrôleur vient directement vers moi. Direct ! Il contrôle personne. On était quatre : deux en face de deux. Il y avait au moins une dizaine de personnes avant. Moi, j'étais du côté de la fenêtre. Il me

demande mon ticket. Il me parle en anglais direct, parce que ça se voit que je suis un étranger. Ça, je peux pas l'oublier ! Ça se voit, que t'es un étranger. Quand t'es pas hollandais, ça veut dire que t'es un arabe ou un truc comme ça. Ça veut dire que forcément t'auras pas de ticket. Je suis resté peut-être deux, trois mois. Comme l'Allemagne. Je suis allé en France pour passer en Espagne, mais j'ai pas réussi. Je suis resté quelques mois en France où je vendais des clopes dans la rue. Puis je suis parti en Belgique, à Zeebrugge, pour aller en Angleterre. Je suis monté dans un camionnette avec une bâche, le même plan qu'en Grèce. J'ai creusé par le haut de la bâche et on est rentrés. Mais là, il y avait des appareils : « Bip bip bip », ça veut dire qu'il y a quelqu'un. Il nous a vu, le mec. Il a refermé la bâche. Je dis à mon pote : « Vas-y, on sort ! – Non, peut-être

qu'ils nous laissent partir... » Une demi-heure plus tard, le chauffeur rouvre la porte avec la police. Après, ils m'ont mis en garde à vue avec quarante personnes ; ils ont libéré tout le monde sauf moi. Ils m'ont emmené en prison deux mois, en CRA [Centre de rétention administrative]. C'est à ce moment-là que j'ai reçu un mail d'acceptation à la fac à Paris 1, mais j'avais pas mon téléphone alors je l'ai su à la sortie. Du coup, je me suis mis en route vers Paris et je me suis installé là-bas depuis.

### Il a fallu mentir aux flics et aux administrations ; t'as géré ça comment ?

Des fois tu mens, après t'oublies ce que t'as dit. J'ai menti pas mal de fois. Aux flics qui m'ont contrôlé la dernière fois, j'avais dit que je m'appelais Syfou. En Grèce, j'ai pas donné mes nom et prénom. En Allemagne et Pays-Bas, jamais donné mon prénom. Il faut pas ! Ton vrai âge aussi, tu peux pas. Ça c'est sûr. Mais il faut être malin aussi. Quand les flics te contrôlent, ils te parlent comme un ami pour que tu te sentes en confiance et tout. Mais c'est pas vrai. « Oui, bonjour. Tu viens avec nous au commissariat ? » Et après, tu vas en garde à vue, en fait. Ça fait pas longtemps, je me suis fait contrôler, ils m'ont dit : « Monsieur, il faut avoir votre passeport avec vous pour la facilité de l'identité. » J'ai dit : « OK, la prochaine fois je fais ça ! » Mais en vrai, ça facilite l'expulsion.

### Avant d'arriver en France, tu imaginais comment ça allait se passer ?

On nous a donné l'idée que tous les Européens, ils sont parfaits. Mais à la base, c'est faux. C'est ça que mon frère a découvert quand il m'a rejoint en France. Il a été choqué. C'est pour ça, il a pas tenu. Les gens, ils sont sales, hypocrites. Tout ce qu'on nous a dit comme idées, c'est faux. Tu peux douter de tout.

1 + 1, peut-être c'est pas deux. Tout ce qu'on nous a donné c'est des mensonges. Heureusement, moi, il y avait pas internet quand j'étais petit. Mais cette génération-là, ils sont contrôlés, ils ont le téléphone avec internet.

À 5 ans, à 10 ans, c'est pas pareil. Tu connais pas la vérité. Tu vas grandir avec ces mensonges-là. Il y avait la télé, les films ! Mais aussi, ce que je comprends pas, c'est pourquoi les anciens immigrés ils reviennent pour dire : « La France c'est propre. La France, c'est bien. » Mais t'es non-voyant ou quoi ? Comme j'ai dit, il y a plein de gens, ils voient pas la vérité. La vérité, soit tu la vois, soit tu la vois pas.

### Tu penses pas que les gens font ça pour garder la face ?

Peut-être, mais ici, ils sont dans la merde. Moi, si je retourne au bled, je dirai la vérité. Je sais que mon frère fait ça. L'Europe en général, c'est pas ce qu'on nous a montré. C'est faux. J'ai pas envie de rester ici après tous ce que j'ai vécu. J'ai envie de faire un projet chez moi, à côté de mes parents. Ici, tu vas au travail, tu reviens. La vie, c'est pas ça !

**Ici, tu vas au travail, tu reviens. La vie, c'est pas ça !**

**En 2014, Hugo trouve un taf de barman dans une chaîne de restaurants.**

**Quelques mois plus tard, son patron, qui part prendre la direction d'un autre restaurant, lui propose un poste de responsable des caisses pour un ensemble de trois restos à la Défense (92), le plus grand quartier d'affaires de France. Hugo ne tarde pas à cumuler les heures supplémentaires bien au-delà du maximum légal. Là-dessus, la proprio décide de ne pas le payer et lui met la pression pour qu'il démissionne. Sans se faire de bile, vu que c'est**

**une pratique courante dans la boîte. Mais Hugo a commencé à rassembler des preuves quatre mois après son embauche, et engage une procédure aux Prud'hommes - ne serait-ce que pour toucher ce qu'on lui doit. Six ans de procédures pour une histoire qui finit bien : la patronne a fini par être condamnée pour non-paiement des salaires et licenciement illégal... Elle a dû payer des dommages et intérêts pour non-respect des obligations de sécurité de l'employeur. « Même un pilier peut tomber**

**de sa hauteur »<sup>1</sup>, comme dirait l'autre.**

**Les retours d'expérience de Prud'hommes sont assez rares. Ça vaut le coup de les faire circuler : ça donne des idées pour se défendre face aux patrons quand la lutte collective est impossible ou insuffisante.**

**En cas de galère au taf, voir les conseils pratiques à la fin de l'article.**

1. Saké, rappeur du 77

# JE REVIENS PAS, C'EST MORT !

*Exploité au resto, snobé aux Prud'hommes*

**Tu peux nous raconter ton boulot ?**

En juin 2015, je rentre dans ce restaurant à La Défense en tant que responsable de fermeture. Il y avait un resto ouvert le soir et trois le midi. Je devais gérer les problèmes du genre : « C'est pas ça qu'on avait commandé, vous avez mis trop de temps », des trucs comme ça. Faut savoir que le resto n'était pas nickel non plus... Il y avait des problèmes à gérer sur la bouffe, quoi... Mon taf, c'était de faire les caisses du soir : je les mettais dans le coffre. Y avait tout qui tombait en panne et il fallait gérer. Globalement, un restaurant ça peut tourner sans responsable. Dans le resto, les gens connaissaient le taf, et ils avaient déjà des grosses galères avec la patronne. Le responsable va gérer les problèmes que ceux qui taffent ont pas le temps de gérer. Mais bon, j'ai quand même été formé par les gens que je supervisais.

Au début, le directeur faisait le midi et moi le soir. On s'était mis d'accord comme ça. Il partait quand j'arrivais. Au mois d'août, il m'a proposé de le remplacer quinze jours. À partir de là, ça devient très comp-

liqué. Je fais des gros horaires, avec beaucoup de problèmes à gérer. Je faisais du 11h30-00h30 avec un lave-vaisselle en panne. Donc le service du midi fini, le temps de tout nettoyer, le service du soir commençait. Fallait gérer tout ça avec différentes équipes. Surtout, toutes ces heures-là, la patronne avait pas l'idée de me les payer. Ça, c'est ce que m'a dit mon directeur plus tard. On commence à voir aussi qu'il y a du retard sur les paies, tout ça. Donc à partir de là, le mois d'après, ben, je suis plus payé. Et on me dit : « T'inquiètes, on va voir ça plus tard. Pour l'instant, y a pas de thune. » Après, je fais des heures sup. Au mois de septembre, elles sont payées. Au mois d'octobre et novembre, elles sont pas payées. Y a aussi un problème avec mon

contrat à mi-temps : je faisais trop d'heures. Je signe alors un avenant pour un temps complet, mais avec un taux horaire encore plus bas ! À partir du mois de novembre, on commence à me proposer de les récupérer sur des temps de congés : ça s'appelle des repos compensateurs (RCR). Et pendant ces congés, quelqu'un a pris ma place. En novembre, la directrice me dit qu'il y a un trou dans la caisse et qu'il va falloir le rembourser sur des retenues sur salaire. Je lui dis non. Pour mon directeur, la situation était encore pire. La fin de sa période d'essai était plus tardive, vers fin décembre. Elle lui disait : « Si tu me payes pas 2 000 euros, je mets un terme à ta période d'essai. » Lui, ça l'a fait chier, il a dit : « Ok. » Il a payé et puis elle l'a viré. Ça, c'était un peu véner quand même. Mais par rapport à tout ce qu'elle a fait aux autres collègues... Une collègue, elle lui changeait ses horaires en fonction de ceux de sa fille, pour qu'elle puisse pas la

récupérer à l'école et s'en occuper. Elle a fait ça avec tout le monde. Dès qu'elle avait moyen de tenir les gens, elle le faisait. Et de façon

vraiment dégueu. Finalement, elle me fait des retenues sur mon salaire, mais sur ma fiche de paie, elle écrit « acompte ».

**Mais les autres salariés étaient payés ?**

La patronne, elle passait et repartait sans nous payer. Mais elle prenait l'argent liquide du restaurant. Alors c'était compliqué pour tout le monde, que ce soit les extras [contrat à la journée] ou les embauchés. Comme je disais avant, elle se permettait même de pousser dans la merde des gens qui ont bossé pour elle quinze ans. Alors payer des gens qu'elle connaît presque pas... Vers novembre, il y a eu un moment où j'ai eu la directrice au téléphone. Elle m'a dit : « De toute façon, je sais que t'es un voleur. » En gros l'idée, c'était qu'elle voulait que je démissionne. Donc là dans ma tête, je me dis « Ok,

ça va pas marcher », et à partir de là, je commence à faire ce qu'il faut pour anticiper les problèmes à venir. J'étais en CDI, ma période d'essai était finie. J'ai commencé à lui envoyer des courriers en disant un peu tout ce qui s'était passé, en faisant des résumés des heures impayées, de son chantage à la démission, en disant que je suis en repos compensateur et tout ça. J'ai jamais eu de réponse. Avant mon repos compensateur, j'ai tout pris : toutes les feuilles horaires. J'ai tout scanné ou photocopié et je crois que ça a été assez utile. J'ai mis l'inspection du travail en copie de tout ce que je faisais. Ça a fait qu'à la fin, j'ai pu leur demander tout mon dossier et j'avais tous nos échanges dedans.

Quand je suis allé voir l'inspection du travail, je suis tombé sur quelqu'un d'assez cool qui est allé voir le resto, mais qui a pas fait grand-chose et qui a fini par changer de travail. Puis un autre inspecteur m'a dit : « Faut que tu retournes travailler ! »

**T'es revenu après tout ça ?**

Je suis quand même revenu en janvier, après un mois et demi de congés. Y avait un nouveau directeur. Il m'a dit : « À partir de maintenant t'as plus les clés, tu t'occupes de rien, tu restes derrière le bar et tu t'occupes des boissons. » Et il est resté assis à côté de moi pendant toute la soirée à critiquer un peu tout ce que je faisais. Quand je suis parti ce soir-là, je me suis dit : « J'reviens pas, c'est mort ! » Je suis allé chez le médecin et j'ai demandé un arrêt. En tout, j'ai été voir quatre ou cinq médecins différents pour pouvoir être arrêté à chaque fois. Ça a duré trois mois. En gros, je suis resté en arrêt jusqu'à faire un acte de rupture. Ça veut dire que je démissionne pas, que je ne suis pas licencié, mais qu'il est impossible de continuer et que je peux demander plus tard à un juge de reconsidérer mon départ comme un licenciement. Par contre, tant que c'est pas reconnu, tu peux pas toucher le chômage.

## PETIT GLOSSAIRE POUR PAS S'Y PERDRE :

### PRISE D'ACTE

Cette procédure permet au salarié de rompre son contrat de travail en invoquant des torts de l'employeur qui ne permettent pas la poursuite de la relation de travail (non-paiement des salaires, refus d'accorder des périodes de congés payés, etc.).

### REPOS COMPENSATEUR DE REMPLACEMENT

Ce dispositif permet à un patron qui a fait faire trop d'heures supplémentaires à une salariée, de lui proposer une période de congés qui prend en compte la majoration due. Par exemple si l'heure supplémentaire doit être payée avec une majoration de 25%, le salarié pourra bénéficier d'une heure et quinze minutes de congés. Le placement en période RCR est prévu par les accords collectifs (convention collective, accords de branche) et ne nécessite pas l'accord du salarié.

### DÉFENSEUR SYNDICAL

Il s'agit d'un syndicaliste nommé par son syndicat pour défendre bénévolement des salariées adhérentes de leur organisation devant les juridictions sociales (Conseil de Prud'hommes, Tribunal des Affaires de la sécurité sociale et cours d'Appel).

### BARÈME MACRON

Issu de la tristement célèbre Loi Travail de 2016, ce dispositif impose aux juges de plafonner le montant des indemnités pour licenciement sans cause réelle et sérieuse en fonction de l'ancienneté du ou de la salariée. Par exemple, si pour moins d'un an d'ancienneté, le barème est fixé à 0 euro. Ce qui veut dire que si un patron veut te lourder durant ta première année, ça lui coûtera que dalle. Et pour les plus anciens, il peut maintenant prévoir et budgéter ce que lui coûtera un licenciement abusif.



### Qu'est ce qui t'as poussé à faire cette procédure-là ? Qu'est-ce que tu voulais faire ?

En fait, avant ça, j'ai été voir les syndicats qui étaient à côté, à l'union locale. Il me disaient aussi de retourner travailler. Mais moi, je leur disais que c'était impossible. Je pouvais plus mettre les pieds dans ce resto, c'était répulsif, c'était physique. Et en même temps, démissionner, c'était mort !

Finalement, y a quelqu'un dans un syndicat qui veut bien prendre mon dossier. La personne qui s'en occupait a eu des problèmes et j'ai plus jamais eu de nouvelles. Je leur ai demandé de me rendre mon dossier et ils m'ont dit : « Non, il est dans un placard, c'est pas possible ! » Bref, j'ai dû insister de ouf pour qu'ils me le rendent. Et là, mon directeur m'appelle et me dit « J'ai trouvé un avocat pas cher sur internet ». Il s'appelait Piffaut, Maître Piffaut. On le rencontre. Il dit pas grand-chose, il prend nos pièces, il dit : « Oui oui effectivement... » Je sais plus comment ça c'est passé, mais on conclut qu'on va faire cette lettre : la prise d'acte.

### C'était quand, ta première audience aux Prud'hommes ?

En fait les audiences, ça a mis beaucoup de temps, genre quelques années. On avait fait venir deux autres collègues dans cette histoire. Cet avocat, Piffaut, on lui a envoyé les pièces, il nous a fait des conclusions. C'était un peu lunaire, ça allait pas du tout du tout. Ça faisait deux ou trois pages, les dates étaient pas bonnes, mon prénom était un coup bien écrit, un coup pas bien écrit. Il avait pas mis les pièces non plus. Il avait chiffré les demandes, pour un total de 30 000 euros. Dans le détail, il demandait des sommes basées sur rien. Je pense que s'il demandait autant, c'était pour nous impressionner, pour garder ses clients

– vu que ses « calculs », c'était du vent au final ! J'ai fini par lui envoyer un mail en corrigeant ce qu'il avait fait, en mettant les bonnes dates, avec mon prénom bien écrit... Entre 2016 et 2019, l'audience a dû être reportée deux ou trois fois. La première audience où j'ai été, celle qui a vraiment existé, c'était en février 2019. Avant ça, j'avais pas mis les pieds au tribunal. On s'était revu une ou deux fois avec l'avocat, Piffaut. Mais avant ça, il annulait à chaque fois les rendez-vous en audience ; parfois, en nous prévenant la veille à 22 heures. Il nous appelait pas, il nous envoyait juste un mail en disant : « Il n'y a pas d'audience demain. »

L'audience a donc lieu en février 2019 et, là, c'était un peu la douche froide. On se retrouve au tribunal, toutes les affaires avant avaient été renvoyées à une autre date. C'est-à-dire qu'ils ont fait, un peu ce qu'a dû faire mon avocat précédemment : « On a décidé de pas plaider aujourd'hui. On demande un report. »

On se rend compte qu'en fait Piffaut a rien fait du tout. Mes collègues commencent à s'énerver pendant le truc. Les juges leur disent : « Ok exprimez-vous, qu'est-ce que vous voulez dire ? ». Ils racontent tout et les juges nous disent : « Là, faut voir avec votre avocat. » En gros, il avait rien fait et c'était trop tard pour cette audience. L'avocat en face, il détruit tout en trois phrases – car le dossier de notre avocat est complètement vide – : « C'est juste trois gens qui essaient d'escroquer Madame bidule ! » Mais notre avocat arrive quand même à noyer le poisson : « Vous inquiétez pas, on va voir ! Au pire, on ira en appel. » C'est la dernière fois qu'on a eu de ses nouvelles. Il nous a jamais recontacté, même pas pour le reste de l'argent que je lui devais.

Mon sentiment sur ça, c'est que pour beaucoup de gens, c'est énormément de temps pour pas grand-chose. Personne n'a envie d'être là. Il y avait un des juges qui dormait. Les avocats se croient au théâtre...

### C'était la première fois que t'étais confronté à la justice ?

Ouais, et c'est un peu stressant. Le truc, c'est qu'on était trois, donc c'était un peu rassurant de ce côté-là. On se sentait un peu... c'est compliqué : tu te sens légitime, mais en même temps tu te dis que c'est beaucoup, ce qui est en train de se passer. Ça fait son petit effet quand même ! On était très stressés, on était mal à l'aise, on avait pas spécialement envie d'être là en fait. En face, y avait juste l'avocat : la patronne était pas là. Ce qui était pas surprenant.

### Et le délibéré, ça a donné quoi ?

On a perdu. Je suis reparti à l'étranger. J'ai demandé à ma mère d'aller au tribunal pour demander le jugement et elle m'a appelé un peu en panique, en me disant « T'as perdu et tu dois des thunes ! » Il fallait en plus rembourser les frais d'avocats de la partie adverse, vu que j'avais perdu, et qu'ils avaient demandé de l'argent au titre de l'article 700 [du Code de procédure civile]. Dans une procédure, tu peux l'inscrire dans tes demandes et les juges peuvent l'accepter quand tu gagnes. Et là, tu peux toucher des thunes pour payer tes frais de justice : pour payer ton avocat ou les frais engagés par ton syndicat. Elle était un peu en panique pour moi.

À partir de là, je me suis retourné vers un défenseur syndical [ouvrier] qui a repris les choses en main. Et qui, lui, a pris en compte les pièces que j'avais collectées et a remonté le dossier. C'est avec lui que je suis allé en appel.

### Trois ans plus tard, tu as une audience d'appel. Au bout de six ans de procédure, comment t'appréhendes ça ?

Moi j'avais toujours peur qu'ils arrivent à enterrer l'affaire. Du coup, une fois que l'appel est acté, je suis vraiment rassuré et j'y crois à fond ! On a bossé, j'ai confiance. En lisant le dossier, je le sens vraiment bien. Rien à voir avec la première fois.

Du coup, quand l'appel arrive, je suis beaucoup plus serein. Mais au tribunal, j'étais pas du tout à l'aise, parce que y a eu deux trois surprises. On va à Versailles, à la Cour d'appel. Moi, je m'attends à ce que y ait juste nous,

plus un avocat en face, et plein d'autres gens qui passent pour d'autres affaires. Et là, en arrivant, je vois juste mes deux anciens collègues qui sont là. Je pensais plus du tout à eux en fait. Pour moi, je leur avais dit : « Je pars à l'étranger, je vais voir avec quelqu'un », et ils avaient pas donné suite non plus. Donc surpris, et mal à l'aise aussi. En arrivant je vois mon ancienne patronne. Je pensais pas la reconnaître, mais je l'ai reconnu avec son avocat. Là, le stress il est arrivé, ouais. Encore une fois cette sensation, de : « Qu'est-ce qu'on fout là ? » Mais ça s'est bien passé.

À l'audience, il y avait que les personnes que j'ai citées et un juge et une greffière, un truc comme ça. Le juge parle : il explique un peu comment ça va se passer et il nous donne la parole à nous en premier. Mon défenseur commence, il explique tout. Sachant que ce qui compte, c'est le dossier écrit. Tout ce qu'il va dire, c'est pour apporter des choses en plus, mais ça va pas tout bousculer. Après,

l'autre avocat de mon ancienne patronne prend la parole. J'étais pas tant mal à l'aise, à part quand il disait mon nom. J'avais très peur qu'il dise des trucs comme ce qu'elle me disait : « C'est un voleur ! », tout ça. Il a pas apporté grand-chose. J'ai soufflé quand il a fini de parler. C'est très bizarre d'entendre quelqu'un parler de soi, entendre son nom et raconter des trucs sur soi. Surtout venant de quelqu'un qu'on connaît pas, c'est très très bizarre. Enfin, j'étais content que ça se termine.

J'étais tout aussi mal à l'aise quand il a parlé de mes collègues. Parce que je savais que ça avait été très très compliqué pour eux. Ils ont subi un peu ce que je racontais avant, elle leur faisait du chantage. Je sentais que ça allait être un peu plus compliqué pour elle et lui. Leur avocate n'a pas apporté énormément de choses.

Et la sensation après ? Depuis le matin je savais que c'était fini. Donc, vraiment, une sensation, de nouvelle perspective de liberté. C'est assez difficile à décrire. Je pensais pas ressentir ça. Je pensais pas que c'était autant un blocage depuis aussi longtemps. Le fait de savoir que, ce jour-là, ce truc allait se terminer, c'était assez ouf !

### Et t'en es où aujourd'hui (au mois d'août 2022) ?

Du coup aujourd'hui euh... Ils ont pas envoyé les papiers, genre Pôle emploi, fiches de paie... Ils ont rien fait. On a dû passer par des huissiers. L'huissier, c'est 300 balles, puis encore 200 de plus, etc. Son taf, c'est de signifier la décision du juge, et de la faire appliquer. C'est pas ouf de passer par un huissier, mais y a pas d'autres moyens pour récupérer les condamnations. Finalement, tout a été payé en septembre 2022.

### T'as tiré des choses de toute cette histoire ?

Ce serait difficile d'en faire une liste. Par contre, je comprends beaucoup mieux les procédures et ce que peuvent vivre les gens. J'ai l'impression de pouvoir donner des petits conseils.

Mais je me rends compte aussi que pour aller aux Prud'hommes, c'est bien de savoir deux, trois trucs. Moi, j'ai eu beaucoup de chance parce que j'y suis allé avec des preuves. Il y a des gens tout aussi légitimes à y aller qui ont pas tout ça, parce qu'ils savent pas ou qu'ils n'ont aucune trace des heures de travail ou du harcèlement... Après, je sais pas si ce que j'ai appris est toujours valable, parce qu'il y a eu beaucoup de réformes du code du travail. Le barème Macron, c'était une chance de pouvoir passer avant. Et c'est assez ouf de se dire que si j'avais travaillé un an plus tard, ça se serait très bien passé pour la patronne. Elle aurait quasiment rien eu à payer !

## CE QU'ON A TIRÉ DE CETTE HISTOIRE

# Trier tes fiches de paies et garder les copies de tous les échanges par mails ou lettres avec l'employeur.

# N'hésite pas à écrire à l'Inspection du travail dès l'apparition des premiers problèmes : ça aide à créer une chronologie si jamais tu dois passer devant le juge. N'hésite pas non plus à les mettre en copie des échanges liés à des galères avec ton patron ou ton supérieur. Tout ce qui est échangé avec l'Inspection du travail est soumis à la plus stricte confidentialité. Et si t'as besoin, tu pourras toujours demander la communication de l'intégralité de ton dossier pour récupérer les comptes-rendus d'entretien.

# Les originaux sont précieux dans un dossier. Il faut bien penser à toujours communiquer des copies.

# N'hésite pas à multiplier les interlocuteur·ices pour avoir des avis : des syndicats comme SUD ou la CGT, l'Inspection du travail, voire la Médecine du travail.

# Quand on te met en arrêt maladie pour des mauvaises conditions de travail : insiste bien sur le rapport avec ton boulot (anxiété, stress dû à des problèmes au taf par exemple) et pense à garder tes ordonnances et factures en pharmacie. Hésite pas non plus à en rajouter face au médecin en parlant de problème de sommeil, de dépression, etc. L'employeur n'a pas accès à la raison de ton arrêt, c'est couvert par le secret médical.

# Pour une prise d'acte de rupture : fais le récap de tous les problèmes et mets en avant que c'est l'employeur qui ne respecte pas ses obligations, et que c'est ça qui t'oblige à rompre le contrat. Ne parle jamais de démission et encore moins l'évoquer dans des échanges écrits.

# Si tu veux négocier une rupture conventionnelle, tâte d'abord le terrain à l'oral. Si c'est mort, n'en parle pas par mail ou lettre, car ça peut être utilisé contre toi aux Prud'hommes.

# Fais attention aux avocates, beaucoup profitent de la misère et des galères des gens sans avoir toujours de compétences spécifiques. Renseigne-toi sur internet par exemple pour savoir si

c'est vraiment une spécialiste en droit du travail, est-ce qu'iel taffe avec un syndicat, etc. Attention aussi à la pratique de gonflement des demandes. Il arrive qu'on te fasse miroiter des grosses condamnations, impossibles à obtenir, pour justifier des honoraires élevés. Méfie-toi aussi de toute demande chiffrée arrondie du type : « Pour le préjudice moral : 5 000,00 €.» Tout préjudice doit être prouvé et chiffré sérieusement.

# En première instance, tu peux plaider seul ton dossier si tu le sens, mais alors il faut bien se préparer et comprendre ce que veut entendre la justice du travail. En réalité, c'est toujours difficile d'avoir assez de recul pour défendre correctement sa propre situation. Mais avec de bons conseils, tout est possible !

# Toujours demander à relire les conclusions des deux parties et à vérifier les pièces communiquées par ton avocate et ton patron, ça reste ton histoire.



**Aboubacar a grandi dans la région de Bouré, une zone d'extraction aurifère du nord de la Guinée.**

**Vivant aujourd'hui en France, il raconte les conséquences irrémédiables de l'accaparement des terres par les multinationales qui exploitent l'or et la bauxite.**

**Si l'extraction artisanale de l'or est pratiquée dans cette région depuis des siècles, la colonisation française, puis l'industrialisation des moyens techniques ont conduit à une transformation irréversible des terres et de l'économie agricole locale.**

**La SAG - l'entreprise minière dont parle Abou - est une filiale d'AngloGold Ashanti, troisième exploitant de mines d'or au monde, dont près d'une moitié en Afrique. Environ 8 tonnes d'or seraient ainsi arrachées chaque année du sol guinéen.**

# CONTINUITÉS DU COLONIALISME

## *Regard sur l'exploitation minière du nord de la Guinée*

**J**e suis né dans un village qui fait partie de la zone aurifère de la Guinée. Mon village, c'est Samani dans la région de Bouré, juste à côté de l'usine qui extrait de l'or. Ça s'appelle la SAG (Société AngloGold Ashanti de Guinée), une société anglo-saxonne qui est installée là.

Quand on parle de l'exploitation minière, ça fait allusion au terrain, à l'espace, à la nature et aussi à la terre en fait.

Quand la société a commencé l'extraction, j'étais pas né, mais au fur et à mesure, l'exploitation s'est intensifiée. Actuellement même, ils ont une base où ils ont installé un poison qui est très nécessaire dans l'exploitation de l'or, pour le tamiser, le laver et le purifier, mais qui est absolument néfaste pour l'environnement : le cyanure. Mon village est collé à l'usine et est surtout à côté du poison qui est dans un bassin là-bas. Quand il pleut, des fois ça déborde et ça affecte les rivières, les fleuves, les puits, et donc les animaux qui boivent tout au long des fleuves et qui meurent ensuite, mais aussi les poissons et même les humains. Tout devient inconsommable, les poissons que mangent les villageois sont infectés, les bœufs qui boivent l'eau meurent.

Chaque année, la société intensifie son exploitation. La zone de Bouré est absolument couverte d'or. Du coup, ils épargnent aucun endroit. Dès qu'ils finissent un coin, ils font des nouveaux sondages, peu importe où c'est. Si ça tombe dans un champ de maïs ou de riz par exemple, ils trouvent le moyen de l'arracher aux occupants pour pouvoir extraire ce qu'il y a dedans.

Aujourd'hui, le gros problème des gens, c'est qu'ils ont plus de terre. Des villages comme Kintinian et Boukaria, y a pratiquement aucun endroit où on peut cultiver, même du maïs. On peut plus rien planter dans ces terres-là, parce que tout a été miné, détruit par la société. La SAG promet des reboisements, des réparations de la nature, mais c'est pas le cas, parce que le cyanure, s'il touche un endroit, on peut plus rien faire. Donc c'est mort en fait.

Les gens, ils perdent leurs terrains, parce qu'il y a de l'or dessous et qu'il est échangé contre 5 000 ou 10 000 euros...

**Quand on parle de l'exploitation minière, ça fait allusion au terrain, à l'espace, à la nature et aussi à la terre en fait.**

Une somme que la personne va manger en une année. Du coup après, il a plus rien, il peut plus faire un champ de maïs pour nourrir sa famille : il se retrouve dans la précarité. Et c'est souvent pas par leur gré, mais par la force, parce que les autorités du pays sont derrière la société. Ils lancent des pots de vins et, s'il y a de la résistance ou si les villageois refusent la proposition, ils envoient des militaires en pickups pour pouvoir régler les comptes.

En ce moment, la SAG gagne sur la communauté, sur ceux qui ont un bout de terre, sur les gens dont les ancêtres se sont battus pour pouvoir s'installer là. Le gros problème, c'est que nous sommes dans un monde qui évolue, et notre pays a besoin de l'or pour pouvoir avancer. Je suis bien d'accord avec ça. Mais normalement, s'ils exploitent la terre, les gens qui habitent dans le coin devraient bénéficier de cette exploitation, ça devrait améliorer leurs conditions de vie. Cela n'est pas le cas, la société ferme les yeux. Elle deale, en haut, avec le gouvernement et, en bas, avec les préfets et les sous-préfets. On leur donne un pot de vin, ils font un laisser-aller et la société continue de faire des sondages.

Je reconnais quand même que la société dont nous parlons, c'est l'une de la zone qui paye le mieux par rapport à la situation salariale de notre pays. Mais le problème n'est pas là. La question c'est : qui sont ceux qui bénéficient de ces salaires-là ? Dans un village de 3 000 ou 4 000 personnes, ils emploient dix ou quinze personnes. C'est rien... Y a aussi les cadres. Si j'ai un membre de la famille qui est ministre quelque part, même si je viens pas de cette région aurifère, il va faire une recommandation à la société pour qu'on m'emploie. Toi, tu quittes la région de Bretagne pour venir travailler dans la région aurifère de Paris. Alors qu'il y a des parisiens qui, eux, devraient être embauchés, eux qui respirent le mal, qui vivent l'enfer de la mine. Mais toi, tu quittes tu viens sur recommandation et

on t'emploie. Donc les villageois ils voient ces gens-là, mais ils peuvent rien faire... C'est ça la situation.

Les mineurs artisanaux existent depuis des siècles, bien avant l'arrivée des colons. Mais ils ont pas détruit la nature. Ils faisaient de l'exploitation à la main, y avait des calebasses que les femmes prenaient pour tamiser de l'or, pour trouver quelques grammes afin d'acheter des condiments au marché ou alors de la nourriture. Nous on est né dedans, on a été scolarisé grâce au prix de l'or que nos mamans trouvaient à la main. Elles avaient aucun poison pour pouvoir extraire de l'or, elles avaient pas de cyanure. Elles tamisaient et rentraient le soir à la maison et, le lendemain, quand elles finissaient de nous faire à manger, elles repartaient chercher de l'or.

Avant c'était libre. Dès qu'un village découvrait de l'or, tous les autres villages autour venaient là-bas pour pouvoir travailler ensemble. Chacun trouvait sa part. Les gens s'invitaient, les autres villages venaient où on découvrait de l'or et l'année d'après, si on découvrait de l'or dans un autre village, tous les autres villages venaient travailler là, à la main, de façon artisanale, avec les instruments rudimentaires que les forgerons fabriquaient.

Aujourd'hui, par contre, ça devient très très difficile. Vu que la SAG a plus de force, elle est en train d'acheter des terrains et de s'implanter partout. De jours en jours, d'années en années, les mineurs artisanaux manquent de plus en plus de terrain. Ça devient inquiétant. Ils ont plus le droit d'aller là où la société est installée.

Ils arrivent même parfois que les gens se cassent la nuit pour aller se ravitailler dans les endroits occupés par la société. Si on t'attrape, c'est un problème. Et parfois, le trou que la société fait pour prendre de la terre est trop profond, donc des gens tombent et meurent là-bas.

En 2014, quand j'étais à l'université, j'avais pas assez de moyens pour financer mes études. Pendant les vacances, je quittais Conakry pour venir travailler dans les mines afin de pouvoir régler mes

besoins économiques. On se cassait la nuit pour aller travailler dans les domaines de la société. On prenait le risque de descendre dans le trou très très profond. Y avait des surveillants qui contrôlaient les lieux. Du coup, dès qu'ils nous voyaient, on courait dans tous les sens alors qu'y avait des trous partout. Tu peux tomber là-dedans, te casser la gueule. On avait des outils : des pioches qui ont deux têtes et des pelles. Pour les avoir, c'est simple, on partait les acheter chez les forgerons. Eux, ils retapent le fer. Ça peut coûter entre 3 et 5 euros. Au total, il faut compter 15 euros environ pour avoir tout ce qu'il te faut.

On faisait des trous et on prélevait la terre pour la mettre dans le sac et on rentrait ensuite à la maison. Le lendemain matin, on mettait la terre dans l'eau, on tamisait pour voir ce qu'il y a dedans. Si tu tombes sur un bon filon, tu peux trouver quelques grammes d'or : comme un ou deux grammes. Des fois, ça arrive même pas à un gramme.

Et au-delà de ça, on peut aller travailler là où on a le droit. Par exemple, là où les locaux ont trouvé de l'or, tout le monde a le droit de travailler. Tous les villages autour viennent tenter leur chance. On fait les puits, chacun à son puits à côté. Tu creuses pour descendre en bas et si, à un certain niveau, y a de l'or, tu peux continuer à creuser. Mais si y a rien, t'es obligé d'abandonner et d'aller creuser ailleurs. Je me rappelle, une fois avec deux de mes amis, on a travaillé ensemble. On a pris des motos et on est allé à un endroit où chacun a trouvé l'équivalent de 3 000 euros.

La société, elle fait le sondage, mais, nous, on a pas les moyens, donc on fait un petit peu à l'aveugle. Pas totalement, mais on part essayer les endroits. Si quelqu'un trouve de l'or

à un endroit, tout le monde vient. Y en a qui tombe sur le bon côté, d'autres qui tombent pas là-dessus. Et ainsi de suite quoi.

Pour vendre de l'or, c'était assez simple : y a des orpailleurs qui achètent de l'or chez nous et vont ensuite le revendre en ville. Quand je dis en ville, y a une préfecture dans notre localité qui s'appelle Sigiri. C'est là qu'il y a la base de la société. Eux, ensuite, ils vont le revendre

**Parfois, les gens se cassent la nuit pour aller se ravitailler dans les endroits occupés par la société.**

**On peut plus rien planter dans ces terres-là parce que tout a été miné, détruit par la société.**





Arbre - Sapin - *Abies nordmanniana*  
2022

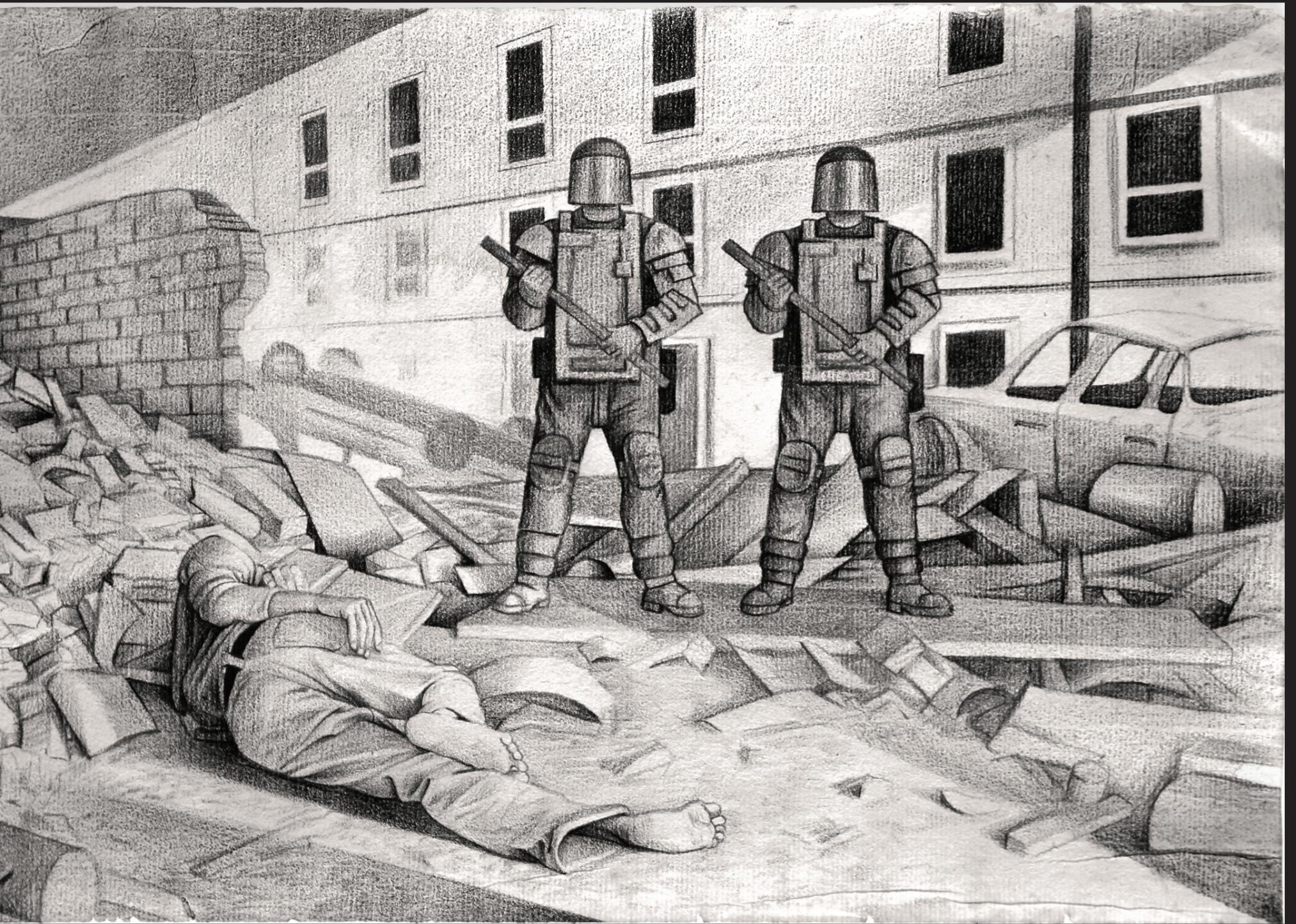


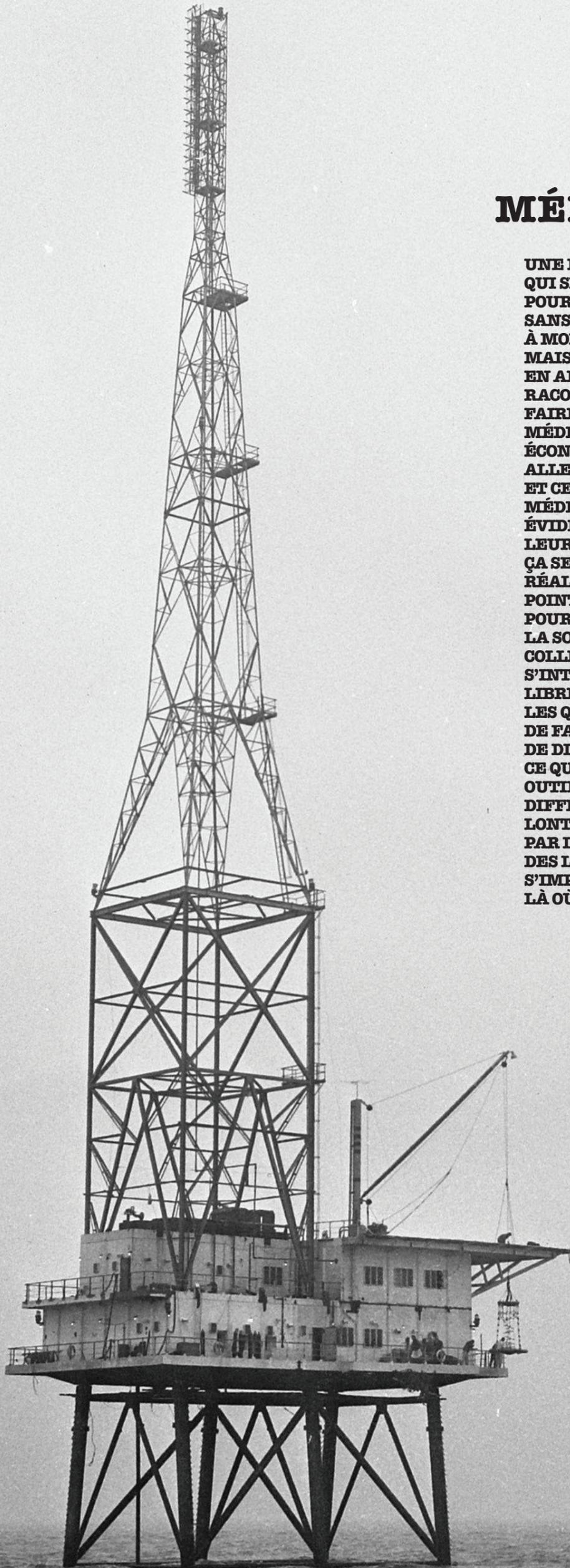
forêt de sapin - *Abies nordmanniana*  
2022



Association d'arbres malfauteurs -  
Regroupement en vue de faire forêt. 2022







## MÉDIAS LIBRES

**UNE RADIO D'ÎLE-DE-FRANCE QUI SE BAT DEPUIS TRENTE ANS POUR DIFFUSER «LA VOIX DES SANS-VOIX», UN MÉDIA D'ACTION À MONTCEAU-LES-MINES, UNE MAISON D'ÉDITION CRITIQUE EN ARIÈGE: TROIS VOIX POUR RACONTER DES MANIÈRES DE FAIRE VIVRE AUTREMENT LES MÉDIAS, LOIN DES POUVOIRS ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES. ALLER RENCONTRER CELLES ET CEUX QUI FONT VIVRE DES MÉDIAS LIBRES ÉTAIT UNE ÉVIDENCE POUR COMPRENDRE LEURS IDÉES ET VOIR COMMENT ÇA SE FROTTE AUX DIFFÉRENTES RÉALITÉS LOCALES: AUTANT DE POINTS DE VUE ET D'ANALYSES POUR NOUS AIDER À CRITIQUER LA SOCIÉTÉ ET À RÉFLÉCHIR COLLECTIVEMENT. S'INTÉRESSER AUX MÉDIAS LIBRES, C'EST AUSSI SE POSER LES QUESTIONS MATÉRIELLES DE FABRICATION ET DE DIFFUSION. CE QUI RAPPROCHE CES TROIS OUTILS, AUX FORMES BIEN DIFFÉRENTES, C'EST LA VOLONTÉ DE TOUJOURS PASSER PAR LA RENCONTRE, DE CRÉER DES LIENS DE CONFIANCE ET DE S'IMPLIQUER DANS LES LUTTES, LÀ OÙ C'EST POSSIBLE.**

**Cofondatrice du média libre Odil [Observer et déployer les initiatives locales] à Montceau-les-Mines en Saône-et-Loire, Laetitia raconte la création d'un média dans cette ville née**

**de l'activité minière et réduite à l'état de désert social depuis la fermeture de ses derniers puits en 1992.**

## UN PEU D'UTOPIE À... MONTCEAU-LES-RUINES

ON vit dans un endroit où il y a assez peu d'initiatives culturelles, de luttes sociales structurées. Et pour autant, il y a des choses qui se passent. On s'est dit que ce qui manquait, c'était un moyen de leur donner une visibilité. Fallait donc d'abord observer ce qui se passe et, ensuite, le média d'action intervient pour déployer les choses. On ne va pas rapporter ce qui se passe, on va proposer des outils qui sont des outils médiatiques : écrire, enregistrer, filmer. Des outils qui vont permettre de soutenir une initiative, de l'aider à grandir, à se structurer, à communiquer, etc.

On écrit, mais on n'est pas journalistes, on n'est pas communicants, on n'est pas artistes. On est un petit peu des trois. Et du coup, notre outil, c'est un média ! Déjà, parce qu'on ne se satisfait pas des médias locaux chez nous. Il y a pas de média indépendant, pas de média militant, y a pas... Il y a le Journal de Saône-et-Loire, les médias nationaux, deux médias webs locaux et basta, en fait.

On développe ce qu'on appelle un « média d'action ». Au début, on savait pas très bien ce que ça voulait dire. L'idée, c'était qu'on ne pouvait pas se contenter de rapporter des faits. On voulait faire un média au milieu des choses et des gens et ça devait passer par une action : faire se rencontrer des gens et voir ce qui se produit. Dans ce sens-là, on fait pas des trucs rapides ; on est plutôt lents, en fait. Pour pouvoir créer du contenu de qualité, on a besoin de créer des liens avec les gens, de les connaître, qu'il y ait un échange, qu'on comprenne d'où ils viennent. Et nous, de comprendre où on se place et comment on fait avec eux pour créer quelque chose qui a du sens.

Par exemple, c'est un podcast qui s'appelait « 15 heures ». Tous les jours, il y avait un rendez-vous à 15 heures devant le commissariat pour lutter contre l'expulsion d'une famille étrangère dont le père était assigné à résidence et obligé de pointer quotidiennement. On aurait pu aller là-bas, faire un article et expliquer la situation. Mais en fait, c'est vraiment important pour nous de se dire qu'on prend part au truc, qu'on est pas en dehors. On venait tous les jours au commissariat avec les gens ; c'est ultra partisan. On leur donne la parole, mais, en plus, on participe. On se met pas en dehors : les gens savent d'où on parle.

Du coup, qu'est ce qu'on fait concrètement ? De la vidéo, du reportage documentaire. On fait du podcast radio, on a un magazine papier qu'on a appelé *Papier* et récemment, on a ouvert un lieu qui est le lieu du média dans lequel on monte un projet qui s'appelle la ZED : zone d'expression à défendre. On va essayer d'y développer des trucs autour de l'expression, comme des ateliers d'écriture et des événements « micros ouverts ». C'est aussi pour boire un coup et discuter. On va faire des cours populaires et créer une « libèrerie » : on propose à des gens de faire le don d'un

bouquin qui a changé leur vie ou de parrainer des bouquins d'une liste qu'on a faite. L'idée, c'est de donner accès à des ouvrages de sciences sociales, de vulgarisation, de poésie, des choses comme ça. Mais c'est aussi notre lieu de travail, c'est un magasin de 100 m<sup>2</sup> en centre-ville. On l'ouvre au public sous la forme d'un café social avec des temps de micros ouverts et des temps de conférence, d'ateliers... On accueille aussi des associations comme RESF [Réseau national de soutien aux élèves étrangers] qui viennent tenir leurs permanences chez nous.

On n'est pas des militants. En tout cas, on ne va pas en manif. Déjà, parce que chez nous, c'est assez simple, il y en a peu. On n'est pas non plus dans des associations de lutte. On est à un endroit où on est un peu des passeurs. On

trouve ça cool de relayer ces luttes à des gens qui en sont très très éloignés et qui ne comprennent pas d'emblée de quoi il s'agit. Du coup, on considère que notre ligne politique, c'est la manière dont on fait les choses. C'est pas seulement les sujets abordés, c'est la manière dont on rassemble des gens dans un espace pour les faire causer entre eux. Et ça, c'est déjà ultra politique là où on vit ; faire un média sans publicités commerciales, c'est hyper politique ; se donner la liberté de choisir les sujets qu'on a envie de traiter, c'est politique ! La question, de là où on est, c'est de savoir ce qui nous semble important de rendre visible.

Quand il faut faire un truc, on s'y colle. La technique, c'est pas qu'on s'en fout, mais on va pas faire des super belles images, et c'est pas forcément grave. Pour nous, c'est le fond qui prime sur la forme. Faut accepter que, modestement, on fait avec ce qu'on a. Tout le parc matériel qu'on a, on se l'est payés nous-mêmes, en faisant des ateliers de courts-métrages, en reversant des thunes dans l'asso. On se disait qu'on allait s'équiper petit à petit. Et puis, en faisant, on finit par faire des trucs.

En fait, l'existence même d'Odil, c'est notre manière de participer, d'ouvrir des possibles pour la ville. Ça passe par des projets. Par exemple, une pote à nous qui a une compagnie de théâtre rachète la vieille salle des fêtes d'un ancien quartier de mineurs de Montceau, fermée depuis vingt ans et dont personne n'a jamais rien fait. Notre média, ça va être de dire : « Ok, on va organiser des « cafés-mémoire » pendant que tu fais les travaux. » Comme ça, on pourra collecter la parole des gens sur ce lieu. Et puis t'as des vieux qui sont dans le quartier, qui l'ont toujours connu et qui comprennent pas ce que vient foutre une compagnie de théâtre ici. T'as des nouveaux habitants qui connaissent pas l'histoire de ce quartier, qui ne s'est construit que pour la mine ; c'est un habitat très particulier. À l'époque,

il y avait des lotos, des cinémas, des bals. Et c'est aussi en partant du prétexte de cette réhabilitation de la salle que les gens vont te parler de leur histoire, de leur rapport à la ville, de leurs idées.

On considère qu'à Montceau, l'histoire, c'est une histoire qui n'a pas été vraiment faite. En tout cas, pas faite par et pour les gens. On est un peu dans une zone en déshérence. La ville, elle existe depuis cent soixante ans. Avant, c'était la cambrousse. Il y a un gars qui s'est pointé, un industriel qui s'appelait Chagot, et qui s'est dit qu'ici on allait extraire du charbon. Et la ville a poussé comme un champignon, en cent soixante ans. Elle existe que pour ça, cette ville. Et on pourrait dire que quand la mine a fermé, Montceau a quelque part perdu le sens de son existence ; elle avait plus vraiment de raison d'être. C'est pour ça qu'il y a tout un pan qu'on essaie de développer avec un historien, Yves Meunier, qui maîtrise bien l'histoire sociale du coin de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Il a écrit un bouquin sur des mineurs anarchistes qui ont fait pas mal de bazar dans les années 1880 : « La Bande noire »<sup>1</sup>. On va travailler à cette histoire en proposant des outils plus ludiques pour les gens : on va faire des podcasts, des balades sur leurs traces, dans les bois où ils se réunissaient... Tout était contrôlé par le clergé et par le patron des mines. Pour monter quoi que ce soit, fallait passer à travers les mailles du filet. Du coup, ils allaient trouver des endroits clandestins pour se réunir et fomenter la révolution ; et ça passait notamment par les cabarets dans les bois. Ils allaient piquer la dynamite de la mine et la planquer, imaginer quelles actions ils allaient pouvoir mener... C'est hallucinant de se dire que dans cette ville, où il y a plus grand-chose à faire et où il y a pas de boulot, il y a pas si longtemps, des gens disaient : « Nous, on galère, on est enfermés dans un statut de mineur et on se satisfait pas de nos conditions de vie. » Il y a des gens qui ont fait péter des trucs et qui se sont pas contentés du sort qui leur était fait.

En fait, Montceau, moi, ça me fout des frissons : c'est l'une des villes où le syndicalisme est né en France, où il s'est passé des trucs de fou, et on te l'apprend pas à l'école – on te l'apprend pas, tout court ! Ça paraît important de la partager, et ça, c'est ultra politique, pour le coup. On a l'impression qu'agiter la mémoire autour de ce sujet-là, c'est aussi une manière de rallumer les braises pour des gens qui sont en galère, qui ne voient pas d'avenir radieux : on les attend nulle part, c'est tout bouché.

Peut-être que ça a échoué, peut être que ça s'est pas converti en ce que les gens voulaient, mais ça redonne un peu d'espoir. Il faut qu'on fasse de la place à un peu d'utopie là où on vit : à Montceau-les-ruines ! Et je dis pas que ça aura un impact sur les politiques publiques, par exemple. Ça va pas changer le cours des choses. Mais comme les gens se sentent loin de tout, le fait de pouvoir réhabiliter une mémoire qui est la leur, j'ai espoir que ça puisse transformer quelque chose. Ne serait-ce que de se rencontrer, de parler de l'histoire de la ville, de la connaître, de la transmettre aux mêmes dans les écoles, de la transmettre aux nouveaux arrivants. Parce que Montceau, c'est une terre d'immigration, les gens sont venus de toute l'Europe pour bosser à la mine. Tu vois les nouveaux qui déboulent de Syrie, d'Afrique de l'Est, d'Afghanistan ou d'ailleurs, ils arrivent sur un territoire qui s'est construit sur des vagues migratoires. Je sais pas pourquoi, mais j'ai l'intuition que c'est important. Il y a un pont à faire entre ce passé et notre futur, c'est pas tant ce qui se passe là maintenant, mais ce qu'on pourrait en faire. Ici, il y a une vraie histoire des luttes, un terreau contestataire qui est un peu endormi. Mais il est quand même là, prêt à être réveillé !

1. Yves MEUNIER, *La Bande noire. Propagande par le fait dans le bassin minier (1878-1885)*, éd. L'Échappée, 2017.



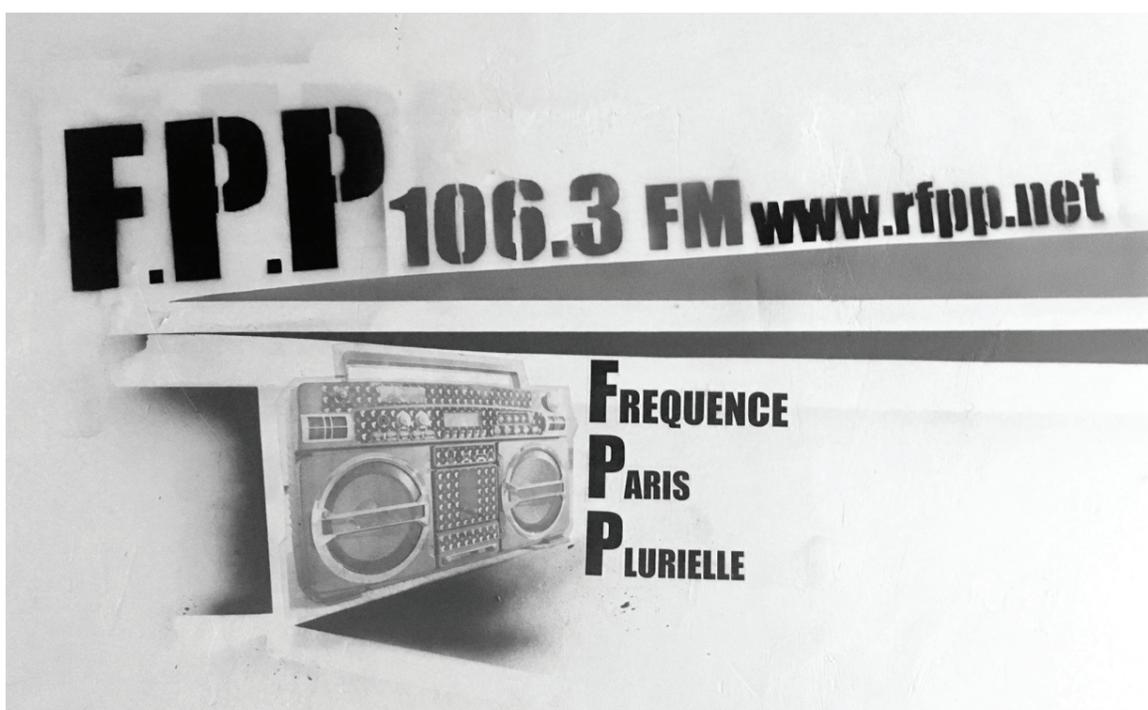
**Lucien, technicien et animateur radio à Fréquence Paris Plurielle depuis un paquet d'années, nous raconte, trente ans après, comment il s'est retrouvé embarqué dans cette aventure. FPP c'est une grille de plus de 70 programmes: écologie, luttes carcérales, actualité des luttes**

**sociales, collectifs de sans-papiers, programmes culturels en tout genre (musique classique, hip-hop, rumba, poésie, littérature, et tout un tas de choses à découvrir) et émissions communautaires kurde, malienne, comorienne, antillaise et bien d'autres.**

**À retrouver sur 106.3 FM en région parisienne et partout dans le monde sur [www.rfpp.net](http://www.rfpp.net)**

# LE TRUC DE L'ÉPOQUE C'ÉTAIT LES MIXTAPES

*Rap et radio libre*



**J**E m'appelle Lucien et je suis technicien depuis quarante ans. Mon métier, c'est tout ce qui est lié à la production. Au début, j'ai commencé par la radio et, maintenant, je fais autant de l'image que du son. J'ai commencé à Radio Latina : je travaillais sur le Brésil, le Venezuela ou le Nicaragua. Ça m'a permis de découvrir un peu le monde. À la même période, je travaillais aussi pour Africa N°1, qui diffuse depuis le Gabon. Je rencontrais plein de gens, aussi bien du côté latin que du côté africain. Moi qui ai été élevé à Paris d'une famille antillaise et titi parisien, ça me nourrissait. J'avais plein de trucs dans la tête et j'avais envie de découvrir ce qui était loin. Dans mes pérégrinations, je suis tombé sur la Maison des Ensembles [à Ledru-Rollin vers le marché d'Aligre à Paris]. C'est là que j'ai fait la rencontre d'une partie de celles et ceux qui allaient créer la radio Fréquence Paris plurielle (FPP) en 1992. L'idée, à ce moment-là, c'était d'avoir une antenne pour pouvoir dire les choses en associant différentes structures, dont certaines faisaient déjà de la radio. Les radios libres, ça permet à un moment d'ouvrir un espace, de mettre plusieurs choses différentes sur nos ondes. Et dès le départ, le groupe qui s'est constitué mettait en avant le fait de pas vouloir diffuser de publicité pour ne pas être assujetti à une marque, à un groupe ou à autre chose ; d'être vraiment libres !

Pour la programmation, l'idée, c'était de prévoir déjà les créneaux pour les associations et, après, de pouvoir proposer les grilles d'émissions. On savait que les collectifs communautaires étaient plutôt dispo les week-end. C'est pour ça que beaucoup de créneaux, aujourd'hui encore, leur sont réservés les samedi et dimanche.

Pour la grille de la semaine, chacun pouvait faire des propositions. C'est là que des émissions politiques et sociales ont pris toute leur place. C'était un truc ouvert. L'idée de la vision plurielle, c'était qu'on réussisse à réunir sur une même entité tout ce qui était fait de manière un peu bordélique, qu'il y ait quelque chose de commun qui en sorte. La démarche, c'est qu'on allait pas inviter quelqu'un pour le laisser parler deux minutes. Ce qu'on défend, c'est qu'une personne qui a vécu quelque chose est plus apte à nous en parler qu'un spécialiste. L'idée, c'était de donner la parole aux gens, et on est restés là-dedans ! La radio, c'est aussi se demander comment tu rentres chez les gens. Si le mec, il veut pas écouter ton émission, il éteint. C'est ce que tu vas lui donner qui va faire qu'il reste ou pas. Comment tu lui donnes ça pour qu'en même temps lui-même se sente intégré dans le truc et puisse se dire : « Tiens, je vais participer ! »

**Une personne qui a vécu quelque chose est plus apte à nous en parler qu'un spécialiste.**

**Dans l'esprit de tout le monde, c'était vraiment le mouvement Africa Bambata.**

Le démarrage, ça s'est fait à Média Tropical, une radio qui était à Porte de Bagnolet. Parce qu'à l'époque, on avait la fréquence, mais on avait pas encore de lieu. À ce moment-là, on se connaissait tous un peu entre radios. Ensuite, on s'est retrouvé un petit moment du côté du Père-Lachaise, et puis on est montés à Saint-Denis de 1992 à 2000. Y avait une énergie collective qui boostait tout ça. On arrivait à avoir des idées, des sujets et faire des trucs intéressants. On se sentait bien par rapport à ce qu'on faisait. Je crois que c'est ça la force de ce travail, aussi, et ça se ressent dans la programmation.

On avait une ouverture, alors on a commencé à donner la parole. Tous les quartiers savaient qu'ils pouvaient venir défendre leur truc dans notre radio. Nous, on leur disait de venir, mais que c'était pas pour raconter des conneries. Tous les petits jeunes savaient que sur FPP, ils pouvaient déposer un son, qu'ils pouvaient venir avec leur groupe dans des émissions dédiées. On organisait des showcases, ce genre de trucs. L'espace était immense ! Y avait un étage, un hangar en bas... Pour l'époque, on était dans un château. Dans l'esprit de tout le monde, c'était vraiment le mouvement Africa Bambata : si t'étais rappeur, fallait être bon ; si t'étais danseur, fallait être bon. Y avait un genre de compétition. Celui qui savait, il avait un peu le devoir de montrer aux autres. Et ça, c'était naturel, c'était l'état d'esprit avant. Celui qui avait pris un peu de hauteur, il redonnait toujours.

Et puis, y avait pas les téléphones portables, alors si on parlait d'un graff à l'antenne, on donnait l'info, où le graff il était, et t'allais le voir dans tel coin, sur tel bus, etc. Donc toujours

donner l'information, et quand tu faisais un concert ou autre chose, pareil, tu l'annonçais à la radio. On était juste dans la démarche : « C'est le mouvement des cités, c'est le mouvement des jeunes, on doit être là. »

Tous les petits groupes de Saint-Denis, ils passaient à un moment à la radio. Tout ce qui se formait à ce moment-là passait à la

radio. Parce qu'ils savaient que cette radio-là leur donnait la parole. Plein de gens qui sont devenus depuis des têtes d'affiche, à leur jeunesse ils sont passés chez nous. Parce que nous, on était ouverts. Skyrock à l'époque, c'était pas la même chose : ils travaillaient seulement avec les maisons de disques. La radio a été vraiment une porte ouverte pour toute une génération : La Brigade, NTM, Tonton David, Mc Solar... Y a eu Rocé aussi. Lui, c'est vraiment un mec qui nous a suivi depuis le départ, et faut dire qu'on aime beaucoup son travail. Y a eu Kerry James, qui était dans un autre groupe à l'époque. Tous ces gens-là, ils sont passés à la radio, parce qu'avant d'être connus, c'était un des seuls moyens qu'ils avaient de pouvoir dire des choses. Le truc de l'époque c'était les mixtapes. Tu faisais un *riddim* [une séquence musicale formant la base d'une chanson] et plusieurs personnes interprétaient des morceaux que t'avais choisis. Ils faisaient le travail, ils choisissaient les *riddims*, et y avait un studio : ils chantaient et ils enregistraient en même temps. C'était un enregistreur cassette, donc quand c'était pas bon, c'était pas bon. Mais tout était vrai ! Tout le monde sortait des *mixtapes*. Après, ça a été le CD, mais c'était le même travail.

Comme on était à la Plaine Saint-Denis, tous ceux qui étaient dans le nord de Paris sont passés par chez nous. C'était le seul lieu où on te disait : « T'es du quartier, t'as fait un son, viens ! » On était sur une démarche : c'est la musique des quartiers. T'as des mecs qui graffent, t'as des mecs qui dansent. D'un coup y avait un mouvement où tout le monde pouvait faire quelque chose.

Après, y a une tempête qui a péti le toit du bâtiment en 1999, ce qui fait qu'on a pas pu rester là-bas. On a dû bouger à Stalingrad -en continuant à avoir la même démarche, on s'arrêtait pas. À un moment, j'ai quitté la radio. Et puis, des années après, je faisais un concert à Place des fêtes et on me dit : « Ouais, tu viens, on va à la radio ! -Quelle radio ? -« Ben, FPP ! » Je suis arrivé en bas, là où il y a encore les locaux aujourd'hui, rue de la Solidarité, et j'ai vu plein de monde que je connaissais. Alors, j'ai redébarqué ! Et dix pignes après, j'étais toujours là.

Trente ans, ça se fête !  
Rendez-vous le 15 avril 2023 à La Parole errante, 9, Rue François Debergue à Montreuil !

**On boucle ce minidossier « médias libres » sur une discussion avec Manu des Éditions du bout de la ville. Cette bande d'éditeurs s'entête à publier des bouquins où ça cause condition paysanne, catastrophes écologiques, pratiques de contrôle,**

**illégalismes, emprisonnement, luttes contre les crimes policiers... toujours du point de vue de celles et ceux qui les vivent. Ces paroles de critique sociale pas du tout universitaires, ils les portent malgré « les conditions matérielles, le**

**niveau d'exploitation et la communication numérique généralisée », convaincus que c'est même tout ça qui rend « l'écriture et l'édition de ces livres toujours plus nécessaires pour penser, vivre... et pourquoi pas changer le monde ! »**

## ON AIME BIEN DIRE QU'ON ÉDITE DES « PAROLES INFÂMES »

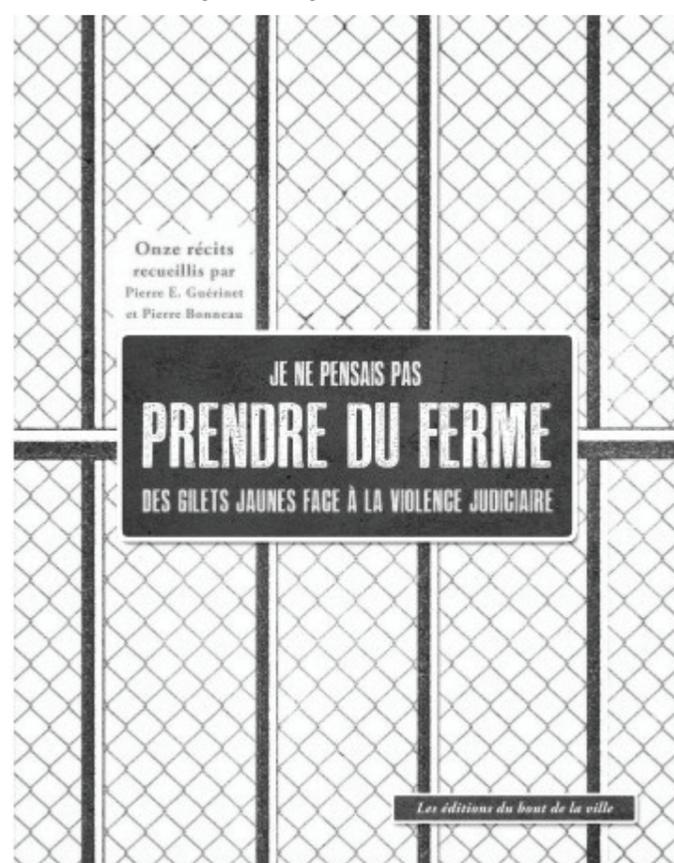
**LE** point de départ de cette maison d'édition, c'est le livre *Oublier Fukushima*, écrit par trois des quatre personnes qui ont monté la maison. Tous les médias parlaient de ce qui se passait là-bas, mais on n'entendait jamais la parole des premier·e·s concerné·e·s : les Japonais·e·s. Ce qu'on voulait, c'était faire sortir ces paroles qu'on ne lisait pas ailleurs, donc on a monté une structure pour que ce livre existe et soit diffusé le plus largement possible. Certain·e·s d'entre nous avaient déjà participé à d'autres journaux, avaient l'habitude de la presse écrite, mais on n'avait jamais vraiment fait des « vrais livres », ceux qu'on trouve chez les libraires. En revanche, on a un tou·te·s un rapport important à la lecture et à l'écriture, c'est assez central dans nos vies, on peut dire qu'on est des genres de grands lecteurs. Trois d'entre nous participent depuis 2005 à *L'Envolée* (un journal lancé par d'anciens prisonniers et prisonnières et qui donne la parole aux personnes enfermées), donc ça faisait déjà dix piges qu'on sortait un gros journal quasiment tous les trois mois, on avait une petite habitude de produire des choses à lire. Ce qui m'a toujours passionné dans *L'Envolée*, ce n'est pas tant de se retrouver à plusieurs devant un ordi à pondre des textes sur ce qu'on pense sur la prison, c'est plutôt les rencontres, se confronter à des réalités qui ont rien à voir avec la tienne. Si je fais un journal contre

la prison, c'est d'abord parce que je le fais avec des prisonniers, c'est pour faire sortir la parole de gens qui ne l'ont pas, qui n'ont même quasiment pas le droit de la prendre légalement. Le point de vue de *L'Envolée* sur la prison, le point de vue anti-carcéral qu'on défend, il ne nous vient pas du ciel des idées, il s'est construit avec les prisonniers qui nous écrivent. C'est une pensée commune, élaborée entre des gens qui sont dedans et des gens qui sont dehors, deux endroits d'où on regarde la prison mais qui aboutissent à la même conclusion : « la prison est un pilier essentiel de ce monde de merde, s'y attaquer, c'est attaquer les structures de la domination ». Ces dix ans de pratique, ça a pas mal façonné notre vision de la maison d'édition qu'on souhaitait faire. On voulait donner à lire des voix qu'on n'entend jamais, ou trop peu. En ce moment, on aime bien dire qu'on édite des « paroles infâmes », les paroles de ceux et celles qui n'ont pas le droit à la parole, des paroles que ce monde ne juge pas légitimes. C'est pour ça qu'on a fait trois bouquins qui parlent depuis la prison, c'est pour ça qu'on en a fait deux qui donnent directement la parole aux Gilets jaunes – tout le monde parlaient sur eux, sur le « sens du mouvement », etc. Nous, on

Parce qu'on n'est pas dans la froideur et la distance universitaires, les textes sont chargés de la colère de ceux et celles qui vivent ce dont ils parlent, mais ce ne sont pas non plus des « témoignages » auto-centrés comme on en lit trop. Pour nous, l'édition c'est aussi ça : pousser les auteur·e·s (qui le plus souvent n'ont pas l'habitude d'écrire) à faire l'effort de s'adresser au moldu moyen, au plus grand nombre, et réussir à poser un regard sur soi. C'est très compliqué de réussir à dépasser son simple témoignage pour se demander dans quelles structures on est pris, et arriver à le transmettre à des gens qui n'ont aucune idée de ta réalité sociale. Tous les premiers bouquins qu'on a faits, et c'est encore beaucoup le cas, c'est nous qui sollicitons les gens pour les écrire. On reçoit assez peu de manuscrits finalement, et quand c'est le cas on est souvent très sévères. Ce n'est pas du tout le même travail si c'est un manuscrit ou si c'est toi qui est à l'origine du projet, mais on y met la même exigence, on prend la tête aux auteur·e·s, on les pousse pas mal dans leurs limites. Co-construire une pensée, en tout cas aider à faire émerger une pensée originale, propre, je crois que c'est ça notre motivation principale, c'est ce qui, moi, me passionne en tout cas. Ce qui nous enrichit, ce n'est pas tant le livre auquel on aboutit que tout le processus qui nous y amène, la rencontre avec les gens qui écrivent. Avoir le statut d'éditeur, c'est un cadre qui te permet d'entretenir une relation très particulière et très intime avec un·e auteur·e. Alors qu'on pourrait croire que ça enferme dans des rôles sociaux, ça permet au contraire de les dépasser, et d'aller plus loin que ce que tu te permettrais peut-être dans la « vie normale ». Avec Aurélie Garand, par exemple, peu de choses nous prédestinaient à nous rencontrer d'une manière aussi forte vu ce qui nous sépare dans le monde social. C'est l'idée de faire un livre et tout le travail que ça demande qui a permis la relation de confiance inespérée dans laquelle on se trouve aujourd'hui. C'est ce que je préfère dans ce rôle d'éditeur. On est juste un petit outil, on s'est structuré pour avoir un diffuseur, on connaît quelques libraires qui nous font confiance, on a un peu de sous pour sortir

quelques livres, mais on n'a pas beaucoup plus que ça à offrir aux gens. Sauf que c'est ce qui nous permet des rencontres aussi riches. Je pense que nos bouquins portent cette marque. Et puis surtout, celles et ceux qui écrivent chez nous savent qu'on ne fait pas des livres pour se faire mousser ou remplir les rayons des bibliothèques et des libraires, mais qu'on fait tout ce qu'on peut pour que ces bouquins existent dans le monde réel. On les voit avant tout comme des outils pour intervenir et foutre un peu le bordel dans le cours normal des choses. On fait tout entre nous, à quatre. Il y a forcément des rôles assez définis. Je m'occupe surtout de l'aspect mise en page et conception graphique (des couvertures par exemple). Un autre pote assure beaucoup la partie gestion et administratif, etc. Mais on est hyper horizontal pour les décisions qui touchent aux livres. On a un comité de lecture, et pas un bouquin qui sort dans notre maison n'a été auparavant lu et discuté à quatre, à des moments cruciaux. Une première lecture, au moins pour dire ce qui nous va et ce qui nous va pas dans le texte, donner notre avis sur les directions qu'il devrait plus explorer, les impasses à éviter, etc. On réfléchit ensemble à la structure, on passe des heures et des heures, à n'en plus pouvoir, à discuter sur un texte avant

de revoir l'auteur et de lui faire part de nos réflexions. Chaque projet de livre est le plus souvent porté, « piloté » par l'un·e d'entre nous, notamment pour simplifier les rapports avec l'auteur·e, mais on y met tou·te·s notre nez à chaque étape principale (jusqu'au choix de la couverture et de la quatrième). Le seul travail qu'on « externalise » vraiment, c'est la correction : on fait appel à des copains qui sont professionnels dans le domaine, parce qu'on ne peut pas se permettre des fautes d'orthographe ou de typo. Tu passes vite pour un crétin dans le monde de l'édition si tu n'es pas carré de ce côté-là. Et l'impression, bien-sûr – on n'a pas encore notre propre chaîne de production –, et puis la diffusion / distribution. Maintenant qu'on commence à avoir sorti pas mal de bouquins, on essaie de réfléchir un peu plus en terme de « collections ». Quand on a commencé, on a juste fait un livre qu'on trouvait beau, puis un deuxième qu'on trouvait beau,



les a laissés en parler. On n'a pas sorti un énième essai de sociologue qui autopsiait un mouvement social « décédé ». Il n'y a pas un seul de nos bouquins qui ne respecte pas cette exigence qu'on s'est fixée. Ils sont tous écrits par des gens qui partent de leur réalité sociale, concrète, matérielle, pour raconter le monde à partir de ce point de vue (au sens propre), de là où ils sont. En tant qu'éditeur, on les pousse au maximum à dépasser cette réalité quotidienne pour développer une analyse plus globale, une compréhension du pourquoi ils ou elles sont dans cette situation. Quand on y arrive, ça peut donner un résultat assez explosif.

et ainsi de suite. Maintenant on se pose la question de formats différents, qui renvoient à des types de textes distincts. Le premier format, c'est le format qu'on appelle « Classique » – juste parce que c'est le premier qu'on a fait avec *Oublier Fukushima*, puis le livre de Hafed [*Ça valait le coup mais ça valait pas la peine*, un livre en hommage à Hafed Benotman], et nos deux livres de paysans. Ce sont vraiment des essais critiques, c'est de la critique sociale au sens propre, mais toujours du point de vue des premiers concernés, de ceux qui connaissent la réalité dont le bouquin est censé rendre compte et analyser.

Ensuite, on a un format « Cahier », dans lequel on édite des entretiens plus bruts, de la parole directe, moins analytique en apparence : *Blues in the Mississippi night* (des bluesmen qui discutent ensemble des origines du blues et du rôle de l'esclavage, puis de la ségrégation dans cette musique), *Je ne pensais pas prendre du ferme* (des entretiens avec des Gilets jaunes qui se sont retrouvés en prison à cause de leur participation au mouvement), *Nous n'irons plus pointer chez Gaïa* (des anciennes salariées de l'association Kokopelli qui décrivent les conditions de travail infernales justifiées par un prétendu investissement militant) et notre petit dernier, *Sur la Sellette* (des comptes-rendus de comparutions immédiates).

Il y a peu, on a lancé une nouvelle collection qu'on a appelé « Adresses » : des petits formats, des textes courts, pas chers, dans lesquels l'auteur·e s'adresse vraiment à quelqu'un. Encore un point de vue très situé : de là où je suis, j'ai ça à te dire, j'ai ce coup de poing à t'adresser. Pour le moment, on a sorti un livre de Kamel Daoudi, *Je suis libre dans le périmètre qu'on m'assigne* ; il est assigné à résidence depuis plus de dix pîges et s'adresse autant à l'État qui le place dans cette situation kafkaïenne qu'à « ceux qui se croient libres ». Et un recueil de textes de Marius Jacob, cambrioleur anarchiste : *Tout homme a droit au banquet de la vie*, constitué de lettres à sa mère, à ses amis, et sa fameuse adresse à ses juges au procès de 1905. Le prochain, le livre d'Aurélié Garand, sort aussi dans cette collection : *Depuis qu'ils nous ont fait ça...*, et s'adresse à ceux et celles au nom de qui s'exerce la justice, nous tous et toutes. Il est splendide.

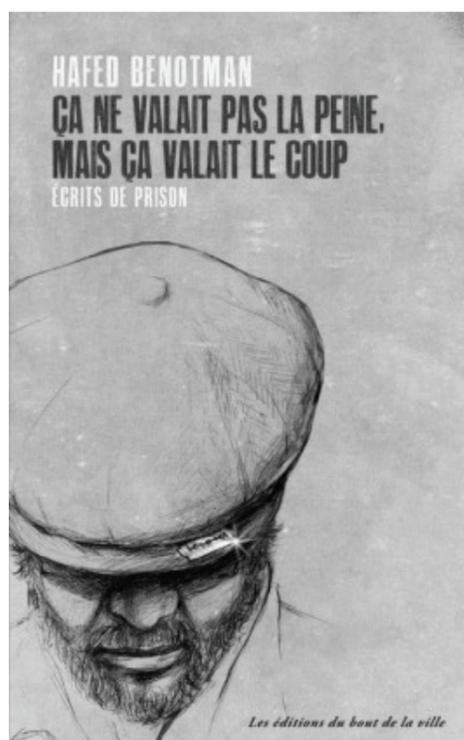
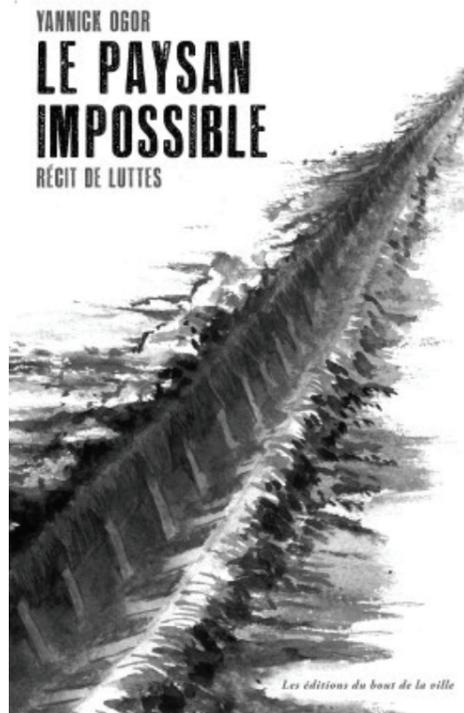
On est une toute petite maison, on n'a pas une grand force de frappe, on a du mal à survivre économiquement, on n'arrive pas à en vivre à quatre. Mais de plus en plus de libraires aiment bien ce qu'on fait et nous défendent, des lecteurs et des lectrices suivent tout ce qu'on fait parce qu'ils finissent par nous faire confiance, et beaucoup de gens qui tombent sur nos bouquins, nous font des retours chouettes. On finit par avoir une petite réputation à force. On a accéléré le rythme aussi : on est à six livres par an depuis deux ans. Avant, on était à un ou deux, mais ça a installé l'idée qu'on ne faisait pas nos trucs par dessus la jambe pour assurer un rythme de sorties. Ceux et celles avec qui on fait les livres sont contents la plupart du temps de la manière de faire et du résultat, et nous-mêmes on est jusqu'à présent toujours fier·e·s des livres qu'on sort. C'est le principal. Ça nous aide à nous défaire de la sensation d'écrasement qu'on peut avoir parfois devant le nombre de livres qui sortent par an... À chaque

fois que je rentre dans une librairie, ça me fout la nausée, je me dis : « vraiment, est-ce qu'on a besoin de rajouter du bruit au bruit ? » Sauf que, comme beaucoup sans doute, on pense que notre bruit est bien plus riche, subtil et intéressant que celui des autres... On sait qu'on respecte nos auteur·e·s et nos lecteurs et lectrices, et j'imagine que ça se sent. Ce qui ne garantit en rien notre survie pour autant. Si on a fait une maison d'édition, c'est avant tout pour faire de l'agitation politique. Notre truc, c'est la propagande. On ne fait pas une maison d'édition pour s'assurer des petites vies confortables, on aurait arrêté depuis bien longtemps sinon. On ne fait pas une thune avec cette merde de toute façon ! Chaque livre qu'on sort, on le voit comme un outil pour essayer de faire un peu de zbeul depuis un endroit particulier du monde, et de préférence depuis un endroit réduit la plupart du temps au silence.

On a quitté Paname ensemble, parce qu'on y devenait un peu dingues. Je crois qu'en ce qui me concerne, c'est que je me rendais compte que je n'avais plus de ressource d'empathie pour m'intéresser à toutes les vies captivantes et douloureuses qu'on y croise à longueur de journées. C'est devenu ultra-violent de me rendre compte que j'étais obligé de ne plus rien en avoir à foutre pour continuer à vivre là. Côtayer autant de gens différents et ne

rien connaître d'eux, je n'en pouvais plus. J'avais le cœur à plat. On est partis à la campagne, parce qu'on pétait un plomb, pour des raisons différentes, mais on avait en commun une surchauffe générale. Habiter en Ariège, ça nous

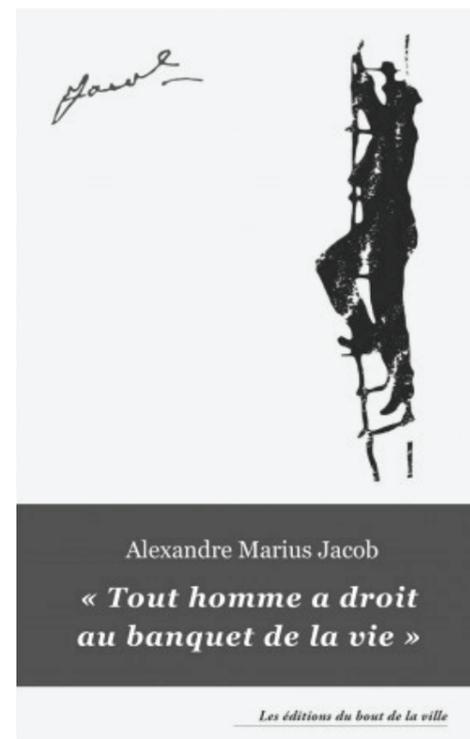
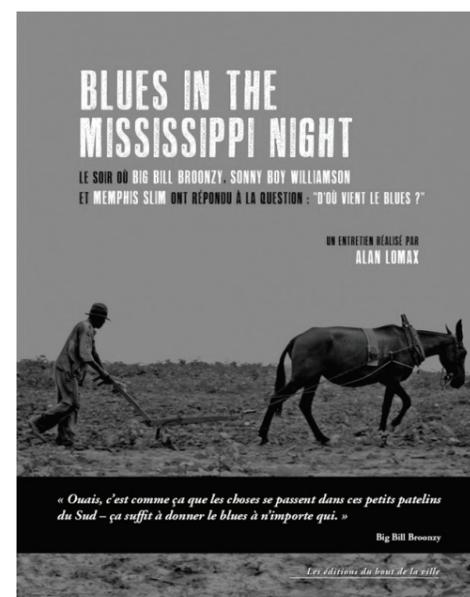
a redonné l'espace mental d'essayer de créer une parole différente et combative sur le monde. On s'appelle « Les Éditions du bout de la ville », parce que c'est notre adresse, la place du Bout de la ville, et c'est exactement ce qu'on essaye de faire. On n'a pas quitté la ville ou, en tout cas, si on a quitté la ville, « la ville ne nous a pas quitté » pour paraphraser le grand poète Booba. On développe un point de vue, le point de vue « du bout de la ville ». Parce que la ville n'a plus de fin dans ce monde, tout ce bordel n'est plus qu'une grande mégalopole...



## MÉDIAS LIBRES

SUR LA SELLETTE  
JONATHAN DELISLE ET MARIE LAIGLEChroniques  
de comparutions  
immédiates

Les éditions du bout de la ville



Les éditions du bout de la ville



# J'ESPÈRE QU'ON RÉUSSIRA À FAIRE BLOC POUR QU'UN JOUR TOUT ÇA S'ARRÊTE

*À propos de la sortie de Depuis qu'ils nous ont fait ça  
(Éditions du Bout de la ville) d'Aurélie Garand,  
sœur d'Angelo Garand qui a été abattu par les gendarmes.*

**JE** m'appelle Aurélie, je suis la sœur d'Angelo Garand. Mon frère a été tué il y a cinq ans par deux agents du GIGN, de cinq balles dans le thorax. Depuis, on lutte. J'ai voulu faire un livre, mais pas juste pour écrire. Ce bouquin, ça a été une grosse question à plein de niveaux différents. Avec la mort d'Angelo, vivre la violence, c'est une chose, surtout quand on y est habitué. Mais de la relire et de faire face à ce paquet de violences, ça, ça a été dur. Maintenant qu'il a été écrit, que c'est acté, j'en suis fière. Je ne le savais pas au début, mais avoir écrit toute cette violence subie, ça m'a apporté de la paix. Heureusement, on a procédé par entretiens pour le livre, parce qu'écrire une violence comme ça, je n'aurais pas su par quel bout commencer, je n'aurais pas su mettre tout ça en pages. Quand les Éditions du bout de la ville m'ont fait cette proposition, j'ai tout de suite accepté, parce que c'est l'heure. Le but du bouquin, c'est aussi qu'il rentre dans la lutte, qu'il permette à la société de se poser les bonnes questions : sur le racisme, sur comment on traite une communauté, sur comment on met en place un permis de tuer. Que la société se

**Judiciairement, c'est fini pour Angelo, donc c'est l'heure que la justice en prenne plein la gueule !**

pose tout un tas de questions sur la violence. Judiciairement, c'est fini pour Angelo, donc c'est l'heure que la justice en prenne plein la gueule ! Vu le monde dans lequel on vit, la mort d'Angelo doit servir à dénoncer comment on en est arrivé là, comment ils ont pu faire ça. Le livre sera un outil pour celles et ceux qui le liront et permettra de se poser la seule vraie question : qu'est-ce qu'on peut faire pour que tout ça s'arrête ? Parce qu'à la fin, je me suis dit que c'était bien tout ça, mais je me suis demandé ce que je voulais, au fond. Il n'a pas été écrit pour se plaindre ou pour jouer la victime. Depuis le début, j'ai participé à la création du Réseau vérité et justice. Ça vient d'une volonté commune de familles de victimes de la police, de blessés, de mutilés et de familles de tués en prison. Nous, on dit : « familles de victimes de l'État ». Il fallait se poser à un endroit pour avoir des revendications et des actions communes. Nos revendications, elles sont claires : abrogation de l'article L-435-1, interdiction de la clé d'étranglement, interdiction du LBD, fin des mitards. C'est vrai que ça fait beaucoup à demander, mais ça paraît logique pour

se protéger, pour protéger tout le monde. Il faudrait aussi dépayser les dossiers d'instruction et créer un groupe d'organes indépendants pour mener les instructions. Du coup, on lance des campagnes : l'année dernière, au début de la création du collectif, on a lancé une pétition à signer. On s'est créés sur de vraies revendications, mais on s'entraide aussi, psychologiquement et judiciairement.

La lutte, c'est aussi une force parce qu'on rencontre des gens, et ça nous évite de nous renfermer sur nous-mêmes. S'aimer les uns les autres, c'est aussi aller là où ils ne nous attendent pas. En face, il faut qu'ils voient qu'on n'est pas là pour se plaindre, qu'on est là pour le droit à la vie. Ensemble, on est une force et j'espère qu'on réussira à faire bloc pour qu'un jour tout ça s'arrête ; c'est juste ça que demandent les familles de victimes. Nos frères, ils sont morts. Pour ça, on n'aura jamais de justice, même s'il y a un procès. Même si on n'a pas la justice, on a la vérité. Le combat pour la justice et la vérité, il sera gagné que quand il sera collectif.

Il n'y aura pas de combat pour demander justice sans parler de la prison, parce qu'on sait tous ce que la justice fait. Dès qu'Angelo est mort, j'ai tout de suite fait le lien avec la prison, parce que c'était leur excuse pour le tuer : « en cavale », « multirécidiviste ». Ils l'ont tué, parce qu'il n'est pas rentré en prison. Donc c'est sûr, s'ils veulent parler de la prison, nous aussi on va en parler de leur système, de comment on y va, de qui y va et pourquoi. La prison, ça fait partie de la vie d'Angelo et c'est la raison de sa mise à mort, donc en parler c'est venu naturellement, je n'y ai même pas réfléchi. Après la mise à mort d'Angelo, j'ai publié une première vidéo où je crie au secours parce que je veux savoir pourquoi ils nous ont fait ça. Mon père et moi, on a été reçus par la juge d'instruction, mais l'année d'après elle a été remplacée, et l'autre juge a pris une décision de non-lieu. En appel, ils confirment le non-lieu sur la base d'une nouvelle loi qui est entrée en vigueur juste avant la mort de mon frère. Ce non-lieu acte ce nouveau permis de tuer. Savoir que le sang de mon frère sert à faire des non-lieux sans

**La lutte, c'est aussi une force, parce qu'on rencontre des gens et ça nous évite de nous renfermer sur nous-mêmes.**

procès, où ils décident dans des bureaux sans prendre en considération les familles, c'est une violence avec laquelle je vais devoir vivre toute ma vie. Nous, on voulait que ça s'arrête, et là, on sait que ça va être un carnage. Et on le voit avec l'explosion des tués pour refus d'obtempérer : c'est la catastrophe. C'est devenu la norme. Y a même plus d'indignation, en fait : voilà, c'est comme

ça... Pour Angelo, on a demandé justice, et aujourd'hui, on a épuisé tous les recours en France. Notre dossier a été jugé recevable à la CEDH [Cour européenne des droits de l'homme], mais on n'a pas le droit de parler de ce qu'ils appellent les « négociations ». On va là-bas parce que j'ai juré que j'irai jusqu'au bout, donc je vais aller jusqu'au bout, même si l'État a déjà été condamné plusieurs fois par la CEDH [dans d'autres affaires de violence d'État] et que ça n'a rien changé. La publication du bouquin de Didier Fassin, *Mort d'un voyageur*, ça a été un soulagement pour nous, parce que ça nous donne ce que la justice ne nous a jamais donné et ne nous donnera jamais. C'est le témoignage de chacun, sans jugement, et c'est le lecteur qui se fait son idée. C'est ce qu'on aurait voulu dans un procès, c'est ce qu'on nous doit : que la parole des uns et des autres compte, que ce soit impartial. Ça montre qu'il y a une vérité judiciaire ou administrative d'un côté – celle de la république qu'ils veulent bien instaurer – et la vraie vérité de l'autre. Le pire, c'est que quand le procureur te parle lui-même de « vérité judiciaire », ça sonne comme un aveu, en fait. C'est seulement par la vérité qu'on aura justice. Je pense qu'il n'y aura pas d'autres marches pour Angelo. Quand on marchait, c'était pour réclamer justice. Maintenant, on sait que

qu'il n'y aura pas de justice en France. Il y a mille autres façons de lui rendre hommage. Et puis le livre, il est dédié à tout le monde. Chaque année, en mars, il y a aussi la marche des familles du réseau. Quand on marche pour un, on marche pour tous, donc on peut marcher partout maintenant !

Aurélie  
Garand



Aurélie Garand

**« Depuis qu'ils nous ont fait ça... »**

Les éditions du bout de la ville

**Avec deux potes, Mathieu a passé deux ans au Canada, principalement en Colombie Britannique, en enchaînant les petits boulots.**

**En octobre 2018, voyant arriver l'hiver après les cueillettes, il répond à une annonce lue sur Facebook... et se retrouve à emballer des arbres sous plastique dans une pépinière**

**aux allures d'usine. Dans cette « entreprise familiale » où il a bossé trois mois, à part les quelques permanents, il y a une majorité de saisonnier·e·s d'une vingtaine d'années en moyenne. A l'heure où toujours plus de projets de « compensation écologique » prétendent « décarboner » notre économie, voici un petit coup d'œil sur**

**l'envers du décor, des conditions de travail à l'énergie dépensée pour conditionner et planter ces arbres... principalement des conifères, qui poussent vite, mais favorisent les incendies et l'appauvrissement des sols.**

# L'OBJECTIF, C'ÉTAIT D'EMPAQUETER 21 MILLIONS D'ARBRES

*Au Canada, ça sauve la planète en mode usine*

**Elle était comment, cette « pépinière-usine » ? Tu faisais quoi ?**

Quand je dis usine, c'est qu'on a vraiment fait la saison en mode usine ; de base, c'est une pépinière. L'objectif, c'était d'emballer 21 millions d'arbres, des trucs qui font de 15 à 30 cm de hauteur du bas des racines à la cime du bébé arbre. C'étaient des sapins, enfin des conifères. J'ai fait un petit peu de tri, mais j'ai beaucoup été la personne qui met tous les petits arbres sous film plastique. C'est ce que je préférais. Le truc, c'est que tu ne parles pas pendant huit heures. Je mettais des podcasts dans mes oreilles... Tu pars ailleurs, quoi. C'est pas un trip non plus, c'est chiant. Je préférais ça plutôt que de parler avec la personne en face de moi. Y a un truc de vraiment aller le plus vite possible. Y avait

plein de gens à rencontrer, à qui parler. Mais je trouve ça beaucoup plus fatiguant, déjà, de faire le même truc tout le temps, alors en plus parler avec une autre personne qu'il faut comprendre... Enfin bref. En plus avec le podcast, t'écoutes quand même parler ! c'est con... (rires) On travaillait six jours par semaine. On commençait à 8 heures. T'avais une pause le matin, un quart d'heure, une pause d'une demi-heure le midi et une autre d'un quart d'heure l'après-midi. On finissait vers 17 heures et on allait tous manger. On mange tôt avec les Québécois ! Du coup, tu rentrais, et puis là, chacun faisait ses trucs. Ça commençait à picoler, à fumer, on regardait des films...

**En discutant avec Mathieu de ses différents boulots au Canada (cueillette dans l'ouest, emballage d'arbres en usine, absurdités du BTP à Montréal), on a tout de suite pensé à *Tribulations d'un précaire* de Ian Levidson. C'est un récit sur dix ans où l'auteur enchaîne des tafs précaires entre exploitation, management abusif et boulots de plus en plus aberrants. Écrit avec humour – ou alors c'est l'absurdité des conditions de travail qui font sourire – il se lit simplement. Bref, à lire et à faire tourner.**

**Emballer un arbre, ça consiste en quoi ?**

Je vais essayer de faire tout le parcours de l'arbre : ils les font pousser, en extérieur ou en serre. C'est des boîtes en polystyrène qui contiennent 70 arbres. Il y a des transpalettes qui les apportent, t'as une quinzaine de ces boîtes alignées sur des grosses planches. Tu les déposes à un endroit à l'extérieur, et des gens les balancent sur des tapis roulants suspendus à deux mètres de hauteur. Et ça enchaîne, ça enchaîne... La boîte va faire son petit chemin. Elle rentre dans le bâtiment par une fenêtre et descend doucement jusque dans une machine qui va la soulever avec des petits pistons qui poussent les plants sur un autre tapis roulant en contrebas.

Le tapis passe devant une personne chargée de rejeter les plants déjà morts et ceux qui partent en fourche à la base ou sont trop petits ou trop grands. Un peu plus loin sur la chaîne, une personne les met en paquets de cinq ou dix.

Ensuite – c'est un des postes où il y a le plus de monde – t'as ton petit paquet qui arrive sur le tapis roulant. Tu le prends, tu le mets devant toi. Il y a une plaque avec un dérouleur de film plastique et une barre brûlante au bout pour le couper. Le premier, tu l'enroules – un peu comme un nem, tu vois. Dans le même film plastique, tu enroule le deuxième, et ainsi de suite, et ils doivent pas se toucher. Et comme ça jusqu'à dix ! Ça fait un gros paquet que tu remets sur le tapis roulant. T'es souvent en face d'une personne qui fait la même chose.

Y a une personne qui va les prendre et les entreposer dans des gros cartons. Il faut aller assez vite ! On ferme le carton, on

le prend et on le met sur un autre tapis roulant. En fait, à l'intérieur, t'as plein de tapis roulants : partout, en l'air, sur les côtés. Parfois faut les enjamber, parfois faut se baisser. Là, y a une autre personne qui intercepte ce carton et qui fait des piles de vingt ou trente boîtes sur une palette et qui filme-plastique tout ça : en gros tu prends ces boîtes et tu fais encore une grosse boîte avec.

Et ça part pour être conservé quelque part, pour que l'été d'après, ils aillent les planter en Colombie-Britannique [un état du Canada], et peut-être dans d'autres états, dans des forêts brûlées ou coupées.

**Tu as emballé des arbres, qui seront remballés, puis remballés, puis re-remballés avant d'être stockés, et peut-être plantés un de ces jours. Ça te semblait pas un peu absurde ?**

Pour moi, dans l'idée d'usine, y a un peu cette idée-là, quel que soit le produit que tu travailles. De toute façon, il y avait le sentiment de l'énormité du truc quand on te dit « 21 millions d'arbres ». Que ce soit l'énergie dépensée pour planter tous ces arbres ou l'énergie en plastique pour planter des arbres qui sont censés pousser tout seul. C'est toujours étonnant, quoi.

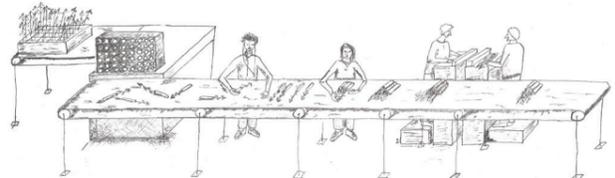
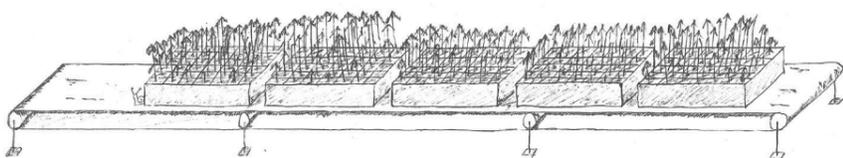
**Comment tu t'es retrouvé à travailler là-bas ?**

Avec les potes, on avait besoin d'argent et donc de travail ; on a lu une annonce sur Facebook. J'appelle et je tombe sur une québécoise (les autres étaient anglophones dans l'entreprise) qui me dit : « Venez demain ! » Ça m'arrangeait, parce qu'après j'étais logé. Donc nous y sommes allés !

**Pour en savoir plus sur l'industrie de l'exploitation forestière et l'intérêt que lui portent les grands groupes du CAC 40, on peut lire le dernier numéro de la *Revue Z* (N° 15) : « Montagne limousine, forêt désenchantée. » On y apprend notamment que le troisième propriétaire privé de forêts en France est un groupe d'assurance. Il y a aussi des articles sur le *greenwashing* en mode : « Un produit acheté = un arbre planté » et des entretiens avec des bûcheron·ne·s. Ça critique pas mal la politique de l'Office national des forêts. *Z*, c'est un collectif sans cesse renouvelé qui publie une revue chaque année après un mois d'enquête collective et plusieurs mois d'écriture. Parfois prise de tête parce que les sujets sont traités à fond, mais grave intéressant, du coup.**

Elle nous montre les logements, nous demande si ça nous va et nous explique les règles. On a fini par signer un contrat qui disait en gros : « On vous vire quand on veut, vous travaillez six jours sur sept, vous pouvez faire des heures supplémentaires le soir pour ranger, vous avez un logement que vous payez cinq balles par jour. » Un contrat, quoi. La maison était sur le terrain avec la pépinière et tous les petits sapins qui poussaient partout. Je me suis retrouvé dans une chambre de trois. C'était vraiment clean,

on avait un énorme salon avec plein de canapés, la télé. Ils nous ont installé internet. On avait un balcon, trois ou quatre machines à laver, un frigo. Vraiment, on était confort. Ça pouvait accueillir vingt personnes. Y avait déjà un groupe de quatre ou cinq québécois avec qui on est devenu très potes. Y avait deux étages, chacun était un peu autonome... Et aussi une autre



maison, plus un autre endroit avec plein d'autres petit préfabriqués qui, tous ensemble, faisaient comme une grosse colocation. Moi, je partageais ma chambre avec deux personnes.

Certains sont partis rapidement. D'autres se sont fait virer parce qu'ils enchaînaient pas trois mots à la suite – pas parce qu'ils parlaient pas anglais, mais parce qu'ils étaient trop défoncés. Dans l'usine, 90 % des gens étaient défoncés. Surtout le week-end.

En fait, chacun avait un peu sa philosophie. Il y a des gens qui prenaient des micro doses de plein de trucs différents, à des moments différents pour voir avec lequel iels travaillaient le mieux... ou bien juste pour tenir la saison.

Faut se rappeler que l'usine, c'est extrêmement répétitif : tu passes huit heures à faire le même geste, quoi.

**Vous vous sentiez pas un peu surveillés dans ces logements mis à disposition par les patrons ?**

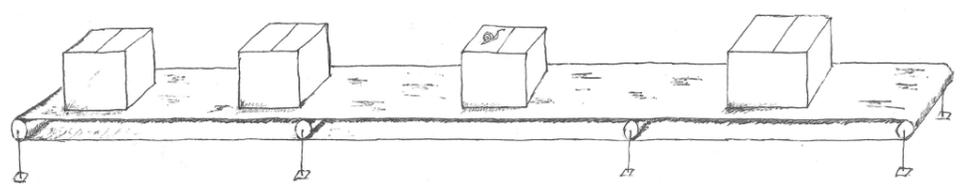
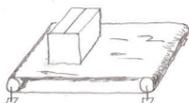
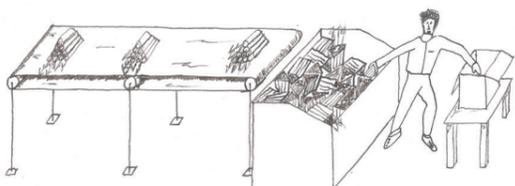
Ils pouvaient débarquer n'importe quand dans la maison. Les patrons ne voulaient pas de défonce, nulle part. Y avait une personne qui nous disait tout le temps : « Je déteste la drogue, je veux pas une seule drogue dans les habitations, personne qui se drogue à l'usine. » Je pense qu'elle captait que les joints. Elle a jamais capté le reste. Mais je me suis fait griller. À un moment, elle est venue me voir à l'usine en *one-one*. Elle me

disait : « Ça sentait devant ton placard », ou « J'ai vu quelque chose, j'ai été claire avec ça. » Le but, c'était vraiment pas de se faire virer, donc t'avais toujours ce stress qu'elle débarque. C'était vraiment intrusif. Ils nous avaient dit qu'ils se le permettraient. Ils pouvaient ouvrir les placards. Ils se permettaient même de le faire dans la résidence de mon couple d'amis.

**Une pépinière, a priori, c'est pas l'usine. C'était différent des autres usines où t'as bossé ?**

Visuellement, pas tellement. Une usine, quand tu rentres, t'es perdu au bout de deux mètres. Tu poses ton sac, t'avances un peu, tu retrouves plus ton sac ! Moi,

ça m'est arrivé. Ces tapis roulants, toutes ces machines qui font du bruit et qui vont dans tous les sens... Tu sais pas par où passer pour pas prendre un coup. Pour se repérer dans une usine, pour connaître les codes, il y a quand même un parcours prédéterminé – mais à la fin, tu connais tout ça par cœur, comme la place des meubles chez toi. Et puis t'as des gestes qui deviennent très automatiques. C'est comme en maçonnerie : il y a des gestes, faut les faire pour les apprendre. C'est la pratique, la pression du travail, plein de trucs mélangés : tu sens que ce geste, t'en a besoin parce qu'il te fait vivre ; en tout cas, tu le fais huit heures par jour !



# POUR LE PATRON, CE SERA PEUT-ÊTRE UNE AMENDE. POUR EUX, C'EST LEUR VIE QUI BASCULE

*Récit d'une audience devant le juge des libertés  
et de la détention du CRA de Mesnil-Amelot*

## LES CRA : DES PRISONS POUR ÉTRANGER·E·S

Les centres de rétention administrative (CRA) sont présentés par l'État comme des « lieux fermés où est retenu l'étranger qui fait l'objet d'une décision d'éloignement, dans l'attente de son renvoi forcé ». Ce sont en fait des prisons administratives pour les sans-papiers, qui peuvent y être enfermé·e·s jusqu'à trois mois pendant lesquels leur expulsion peut avoir lieu à tout moment. Plusieurs dizaines de milliers de personnes – entre 40 000 et 50 000 – y sont enfermées chaque année, et plus de la moitié sont expulsées. Ce sont les préfetures qui gèrent ces prisons administratives et décident qui y est enfermé. Les agents de la police aux frontières (PAF) font office de gardiens dans les CRA. Pour les policiers, tous les moyens sont bons pour déterminer le pays vers lequel expulser, à commencer par la fouille illégale des téléphones, pour obtenir un laissez-passer en faisant pression sur les consulats et pour contraindre les personnes à monter dans l'avion par violence et harcèlement. Dans ces prisons, toutes les résistances – même passives – peuvent être criminalisées : un simple refus d'embarquement ou de test PCR peut conduire à un renouvellement de la rétention (et c'est reparti pour trois mois...) ou à une incarcération en maison d'arrêt avant un retour au centre de rétention. La prison pour sans-papiers du Mesnil-Amelot a une particularité : avec ses 240 places, c'est la seule d'Île-de-France où sont également enfermé·e·s femmes et enfants. Situé aux abords des pistes de l'aéroport Charles-de-Gaulle, le CRA est collé à une caserne de CRS. Chaque jour, les prisonnier·e·s assistent aux décollages incessants qui leur rappellent la menace imminente de leur propre expulsion.

## TRIBUNAL À DEMEURE

Dans le prolongement du bâtiment, l'État a décidé en 2013 de construire une annexe du tribunal pour les audiences liées à la rétention. Plus besoin de transfert : un juge des libertés et de la détention (JLD) siège à demeure. Il peut prolonger l'enfermement des étranger·e·s d'une durée maximale de trois mois. Les audiences ont lieu tous les jours à 10 heures. Officiellement, elles sont publiques, n'importe qui peut venir y assister. Mais ici, les grilles d'entrée sont

toujours fermées par un cadenas, il faut se faufiler dans l'entrebâillement pour pénétrer dans le bâtiment. À l'entrée, les fouilles par des policiers armés de fusils peuvent être plus ou moins intrusives, selon le « profil ». Dans la salle, Les places sont limitées à cinq pour le public, les micros sont coupés ; le juge – un vieil homme blanc – est inaudible. En dehors de quelques proches, il n'y a pas grand monde à ces audiences. Ce matin, trois personnes sont avec nous au fond de la salle, un de leurs proches va passer devant le juge.

## ELLE EST OÙ LA DÉFENSE ?

L'avocate commise d'office arrive à 11 heures, une heure après le début de l'audience. Elle n'a jamais vu aucun de ses clients. L'entente entre les parties est encore plus palpable que dans d'autres tribunaux – où les connivences sont pourtant déjà monnaie courante. Ici le juge, la greffière, les deux avocates des retenu·e·s et celles de la préfecture assument ouvertement leur bonne entente. Pour se faire représenter, les prisonnier·e·s peuvent payer un·e avocat·e ou demander un·e avocat·e commis·e d'office payé·e par l'État. Sauf exception, le résultat est le même dans les deux cas : une prolongation. Toutefois certain·e·s retenu·e·s – parce qu'ils en ont les moyens ou qu'ils pensent avoir une chance de libération – choisissent d'avoir recours à un·e avocat·e rémunéré·e. Il y en a une aujourd'hui, et on apprend d'ailleurs pendant l'audience que c'est une ancienne avocate de la préfecture reconvertie dans la défense des retenu·e·s : « Ah, vous avez changé de côté ! », lui glisse le juge, le sourire aux lèvres. Ignorant ouvertement les personnes qu'elle est venue défendre, l'avocate commise d'office préfère bavarder avec son adversaire de la préfecture. Elle ne prend même pas la peine d'aller parler aux proches et passe moins de cinq minutes avec chacun des retenus alors qu'elle les rencontre pour la première fois.

## QUE LA MASCARADE COMMENCE

Le juge et sa conseillère sont installé·e·s, la greffière à leur côté. L'avocate commise d'office présente les dossiers du jour : « Samir, non, il veut pas venir. » Elle explique à l'avocate de la préfecture

qu'elle n'a pu voir que deux retenus avant l'audience. La greffière appelle : « On va commencer par le N°5. » Un prisonnier entre, escorté par deux policiers. Ghalib s'est fait arrêter lors d'un contrôle de la Direction du travail. Des contrôleurs accompagnés d'une brigade de gendarmerie ont fait une descente dans un atelier de mécanique automobile ; ils ont arrêté au moins deux personnes : Ghalib et Hichem. La préfecture demande le renouvellement de leur rétention. Le patron va peut-être se prendre une amende, mais eux, c'est leur vie qui bascule. Ils ont été placés en garde à vue, puis enfermés au centre de rétention du Mesnil-Amelot. Les proches de Ghalib sont avec nous au fond de la salle. Ils ont eu beaucoup de mal à remettre à l'avocate un dossier complémentaire sur la situation de Ghalib : l'accès du CRA leur a été refusé le matin même alors qu'ils ont voulu le lui remettre en mains propres. L'avocate commise d'office soulève tout de même plusieurs problèmes juridiques : elle démontre que la procédure de notification de la mise en rétention est irrégulière. Elle a été effectuée simultanément pour Ghalib et Hichem, à la même heure, par le même officier de police judiciaire, ce qui est physiquement impossible. De plus, l'arrivée au centre de rétention n'a pas été inscrite au registre d'entrée. Elle demande la libération de Ghalib.

C'est au tour de l'avocate de la préfecture de prendre la parole. Elle demande la prolongation de la rétention et soutient que la procédure a bien été respectée. Le juge demande maintenant à Ghalib s'il souhaite s'exprimer. « – J'ai un dossier à vous soumettre, avec mes fiches de paie. – Vous verrez ça avec le juge administratif, moi je ne m'occupe pas de ça. – Oui, je veux faire un recours devant le juge administratif... – Vous avez un délai de quarante-huit heures ! » Sauf que Ghalib a été arrêté un vendredi, date à laquelle on lui a notifié une obligation de quitter le territoire français (OQTF). Le lundi, jour de l'audience, le délai de quarante-huit heures est déjà dépassé. Le juge met fin aux débats. Le sketch qui sert à légaliser la prolongation de la rétention de Ghalib a duré neuf minutes en tout. Le tribunal enquille les cinq affaires suivantes en quarante-cinq minutes chrono – certaines ne tiennent même pas deux minutes –, et c'est au tour de Hichem d'être conduit devant le juge sous escorte. Il n'avait pas de passeport en cours de validité au moment de

son arrestation. La préfecture demande la prolongation de sa rétention pour obtenir un laissez-passer du consulat du Maroc et pouvoir l'expulser. Le procès-verbal (PV) d'interpellation est un copié-collé de celui de Ghalib. Il est illégal, car il ne prend pas en compte la situation particulière de Hichem et imprécis sur les circonstances de l'arrestation. Cette fois c'est plus la commise d'office, et on voit la différence : la plaidoirie pour la défense d'Hichem dure près de deux fois plus longtemps que celle de Ghalib pour des situations quasiment identiques.



## OUTILS

# Dans plusieurs villes (Paris, Marseille, Toulouse et Lyon) des collectifs s'organisent pour relayer les paroles et soutenir les luttes des prisonnier-es enfermés-es en CRA.  
Des brochures à destination des personnes sans-papiers sur quoi faire en cas d'arrestation et de placement en centre de rétention sont disponibles sur leurs sites. Pour contacter une proche enfermée ou simplement témoigner de son soutien ou se renseigner sur l'aide à apporter, il ne faut pas hésiter pas à appeler les numéros publics quand il y en a.

# Contacts des collectifs contre les CRA :

**Paris :**  
[abaslescra.org](http://abaslescra.org)  
06. 05. 94. 92. 87

**Lyon :**  
[crametoncralyon.noblogs.org](http://crametoncralyon.noblogs.org)

**Toulouse :**  
[toulouseanticra.noblogs.org](http://toulouseanticra.noblogs.org)  
07. 58. 21. 68. 70.

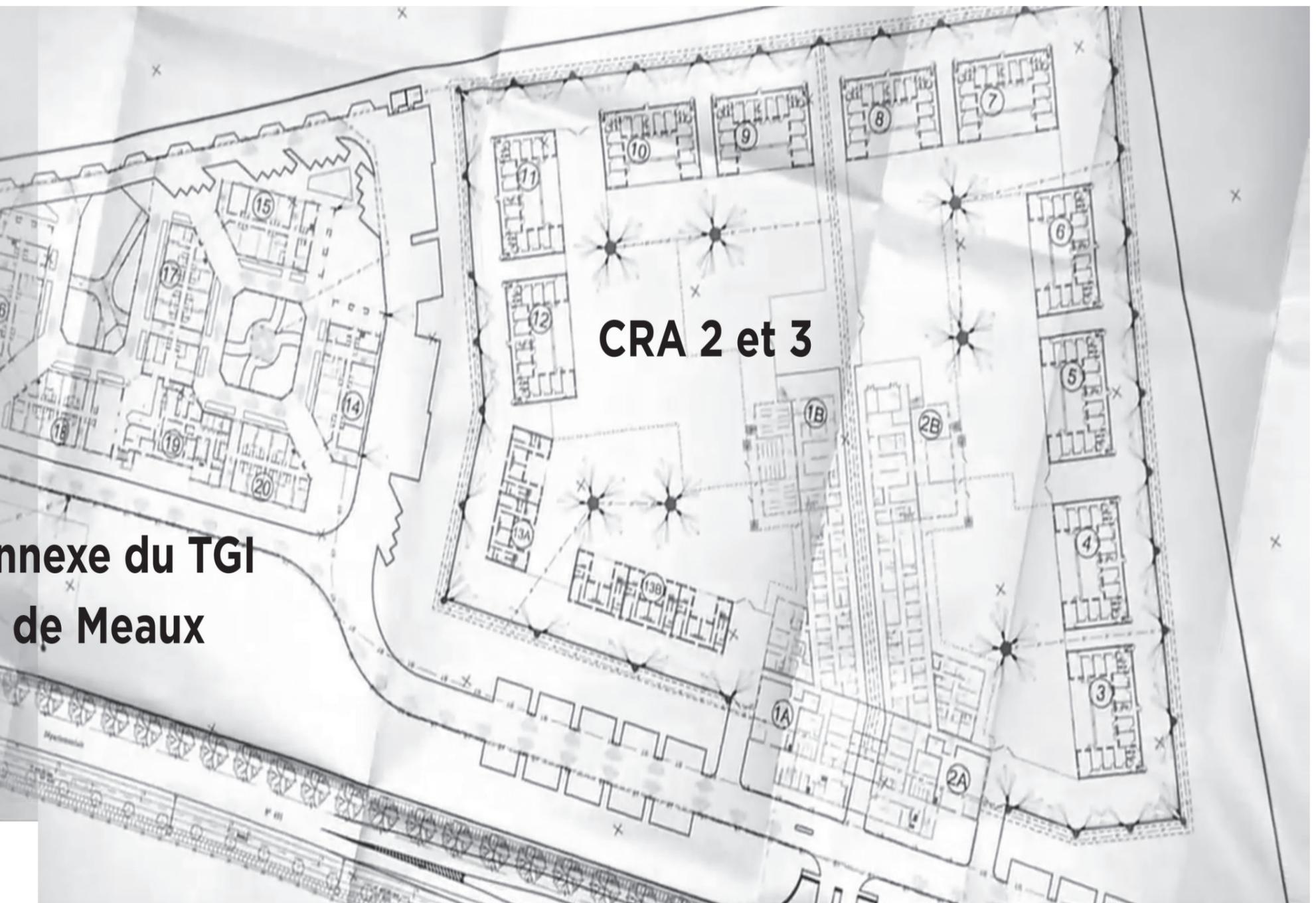
# Voici les numéros de cabines du CRA du Mesnil-Amelot :

Bâtiment 3 : 01. 60. 54. 27. 84  
Bâtiment 4 : 01. 60. 54. 27. 76  
Bâtiment 5 : 01. 60. 27. 64. 94  
Bâtiment 6 : 01. 60. 27. 64. 91  
Bâtiment 9 : 01. 60. 54. 16. 56  
Bâtiment 11 : 01. 60. 54. 16. 51  
Bâtiment 12 : 01. 60. 54. 16. 49  
Bâtiment 13A1 (femmes) :  
01. 60. 54. 16. 48  
Bâtiment 13A2 (femmes) : 01.  
60. 54. 16. 47  
Bâtiment 13B1 (familles) : 01.  
60. 54. 16. 46  
Bâtiment 13B2 (familles) :  
01. 60. 54. 16. 46  
Bâtiment 13B3 (familles) :  
01. 60. 54. 27. 89

### À QUOI BON PERDRE UNE JOURNÉE ?

Pour ordonner une libération, le JLD ne peut se fonder que sur des éléments de procédure (conditions d'arrestation et de placement en CRA par exemple). Dans la très grande majorité des cas, les juges refusent pourtant d'en tenir compte. Ghalib et Hichem resteront donc enfermés au CRA et, vingt-huit jours plus tard, ils devront se retaper cette mauvaise mise en scène... si leur expulsion n'est pas intervenue d'ici-là. On comprend mieux

que la moitié des convoqués à l'audience du jour aient préféré rester au CRA. À quoi bon perdre une journée assis sur un banc entouré de policiers, témoin passif d'une justice qui ne sert visiblement qu'à faire tourner la machine à expulser ?

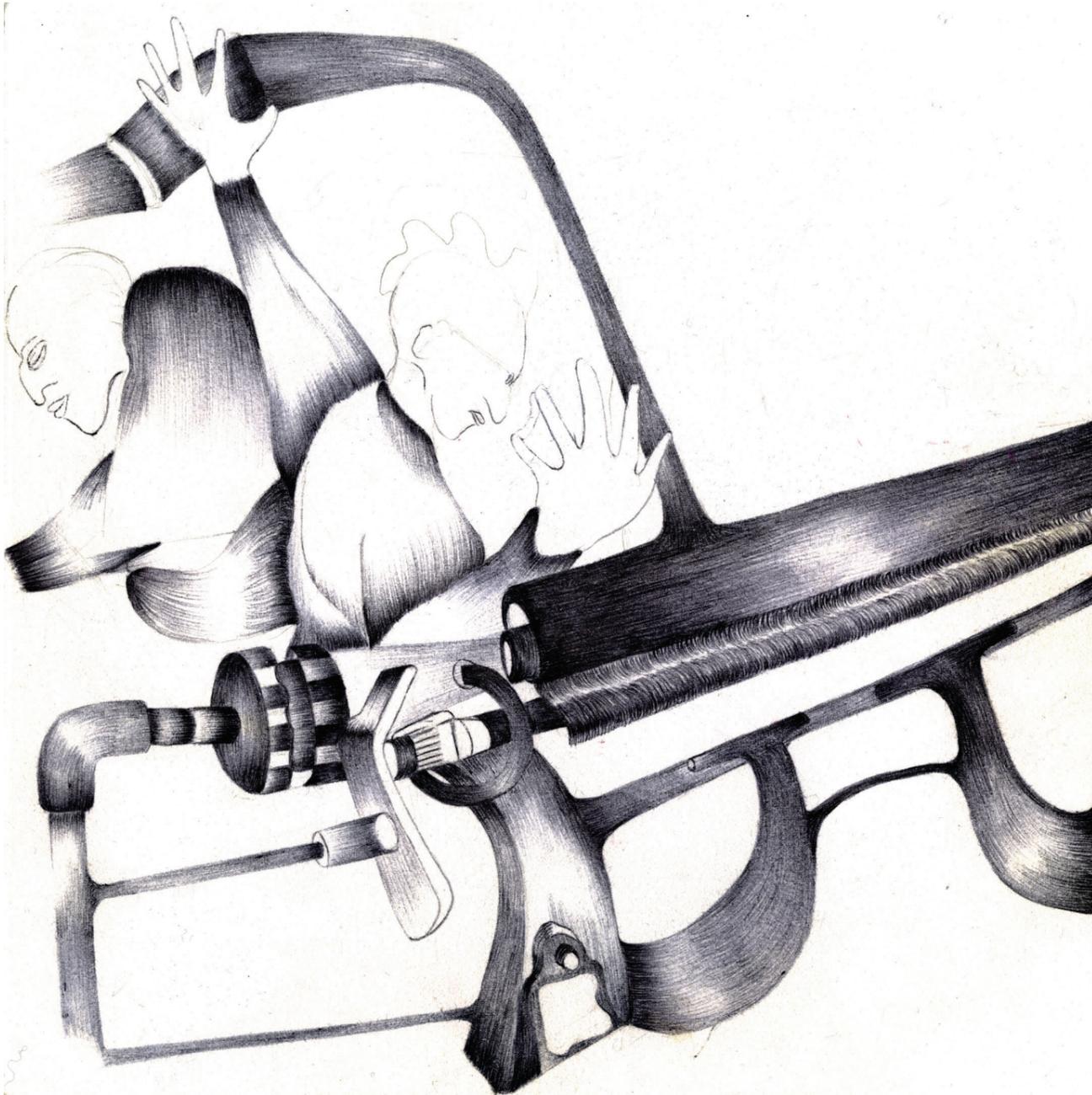


## EN RETARD PARCE QUE...

*En retard* parce que noyés sous un flux constant d'« informations » en tout genre, on trouve de moins en moins le temps de réfléchir.

*En retard* parce que le rouleau compresseur du capitalisme - version néolibérale - roule de plus en plus vite. *En retard* sur l'agenda des fascistes, tous courants confondus. *En retard* parce que toutes les catastrophes environnementales majeures ont déjà eu lieu et que c'est pas fini. *En retard*, au fond, parce qu'on pourrait penser qu'il est déjà trop tard...

Mais c'est lorsque tout paraît perdu qu'il ne faut désespérer de rien ! Même pas de faire un journal. Un journal pour prendre le temps, avec des entretiens, des discussions et des analyses ; pour réfléchir ensemble ; pour dépasser le niveau du simple témoignage en réunissant des points de vue trop souvent ignorés. Pour envisager le monde sous toutes les coutures, pour s'organiser, et pour le changer... Mieux vaut tard que jamais !



C'est notre premier numéro ; autofinancé, bien sûr. Si tu veux nous soutenir, hésite pas à le faire tourner - ou à t'abonner ! Le journal est à prix libre, évidemment.

Si tu veux recevoir *En retard* dans ta boîte aux lettres, on propose un abonnement de soutien à partir de 15 euros (par chèque à l'ordre « Journal *En retard* » ou en cash, à envoyer à notre adresse postale).

On a besoin d'aide pour la diffusion, alors hésite pas à en parler au libraire près de chez toi, à nous contacter pour récupérer des numéros ou à nous proposer de venir faire une présentation - on essaiera d'arriver à l'heure...

Les contributions écrites et dessinées sont les bienvenues ! Si tu te sens inspirée, envoie-nous ton papier, on le lira avec plaisir, ou contacte-nous si tu veux nous proposer une illustration pour un article.

## SOMMAIRE

Éditos..... p. 2-3

**Refaire la même chose, je pourrai pas**  
*Récit de passages de frontières*  
..... p. 4-6

**Je reviens pas, c'est mort !**  
*Exploité au resto et snobé aux Prud'hommes*  
..... p. 7-9

**Continuités du colonialisme**  
*Regard sur l'exploitation minière du nord de la Guinée*  
..... p. 10-11

*En retard* illustré..... p. 12-13

**DOSSIER: Médias libres**  
..... p. 14-18

**J'espère qu'on réussira à faire bloc pour qu'un jour tout ça s'arrête**  
*A propos de la sortie de Depuis qu'ils nous ont fait ça d'Aurélié Garand*  
..... p. 19

**L'objectif, c'était d'empaqueter 21 millions d'arbres**  
*Au Canada, ça sauve la planète en mode usine*  
..... p. 20-21

**Pour le patron, ce sera peut-être une amende. Pour eux, c'est leur vie qui bascule**  
*Récit d'une audience devant la juge des libertés et de la détention du CRA du Mesnil-Amelot*  
..... p. 22-23

Pour nous joindre ou t'abonner :  
# Par mail : [enretard@riseup.net](mailto:enretard@riseup.net)  
# Par courrier :  
Journal *En retard*  
La Maison Ouverte  
17, rue Hoche  
93100 Montreuil

Ceux qui, par leurs contributions, ont rendu ce journal possible, auteur·e·s, éditeur·ice·s, illustrateur·ice·s, maquettistes, relecteur·ice·s, etc. :

L'Infâme, Abou, Mathieu, Laëtitia, Hugo, Nacer, Lucien, Manu, Aurélié, Alex, Théophile, Arthur, Léa, Fanny, Juana, Emile Mariot, Shirley York-Iddin, Théo Galliano, Damien, Camille Laforcenée,

Théo, Zag, Raphaëlle, Vincent, Leila, Charlotte, Paul, Anaïs, Aloïse, Lucile, Julio, Denise. Une spéciale dédicace à l'équipe de *Chez Sofiane*, notre QG.